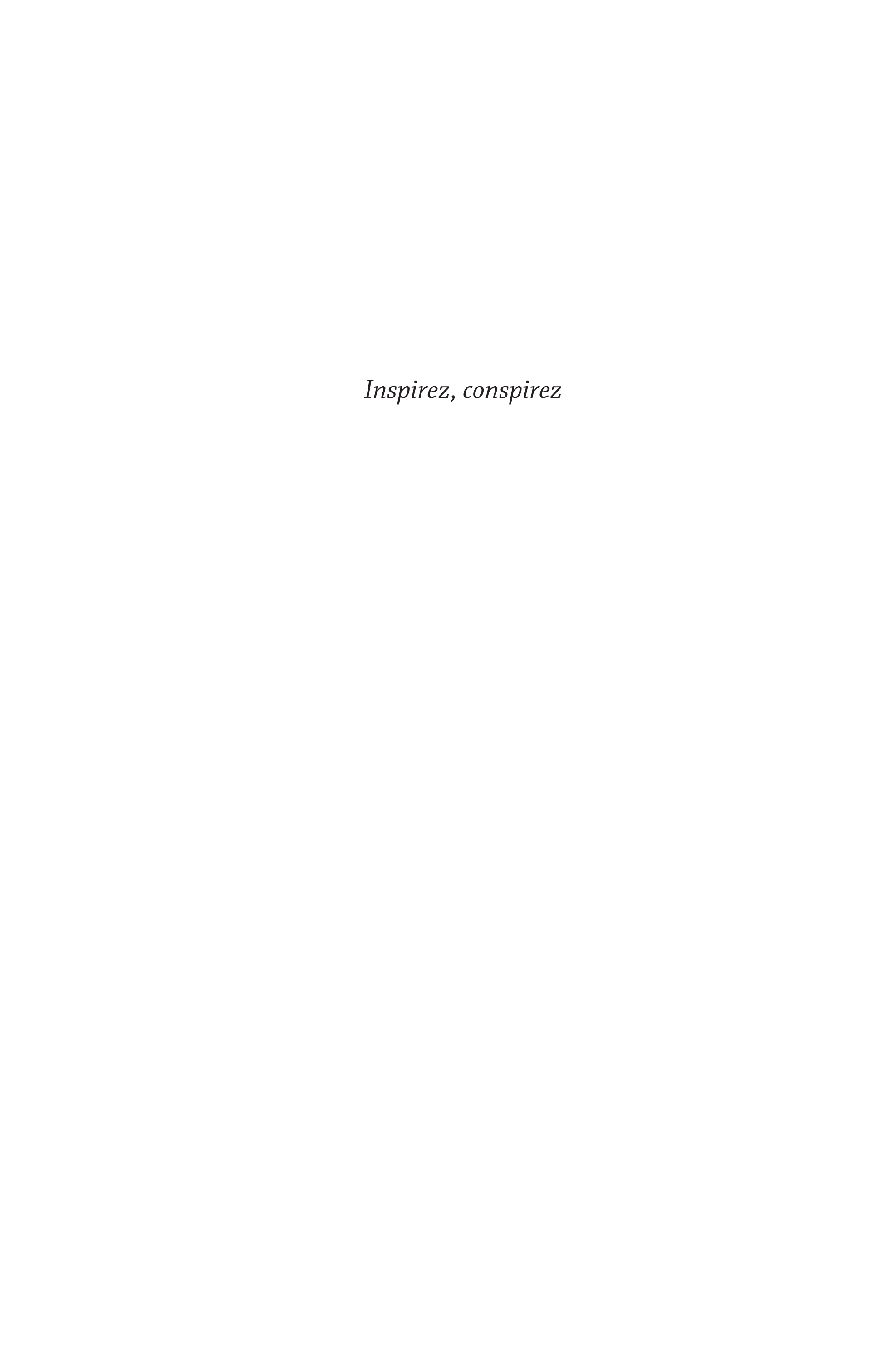


Inspirez, conspirez

En coédition avec BePax - Dialogue et diversité
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Directeur de collection : Bruno Wajskop
118, rue des Gravières – 33310 Lormont (F)
12, avenue d'Uccle – 1190 Bruxelles (Be)
www.editionsbdl.com – www.lamuette.be

editionslamuette@icloud.com

Photo de couverture : © Robert Sweijd

ISBN : 978-2-35687-496-2
Dépôt légal : Décembre 2016

Edgar **Szoc**

Inspirez, conspirez

Le complotisme au XXI[e] siècle

Préface de
Jean-Jacques **Jespers**

La Muette



Avertissement concernant la bibliographie

Pour que la bibliographie puisse être évolutive et être enrichie des dernières recherches, il a été décidé de la placer sur le Web : elle est accessible sur le site
www.stopcomplot.be

Sommaire

Préface

Stratèges et stratagèmes

Tout le monde le dit : la question centrale pour l'avenir de notre modèle social serait désormais celle de la *vérité*. C'est-à-dire : comment chacun, s'il n'en a pas été personnellement témoin, peut-il acquérir la certitude de la véracité de ce qu'il lit, entend ou visionne dans la littérature, dans la presse imprimée, à la radio, à la télévision, sur les sites « d'information », sur les réseaux de socialisation, sur les forums en ligne, dans les bureaux, les métros ou les bistrots ? Si la question s'avère sans doute cruciale voire vitale pour l'avenir de notre civilisation (comme le démontrent des épisodes politiques récents, du Brexit à l'élection de Donald Trump), elle n'est cependant ni nouvelle, ni – il faut bien le reconnaître – réellement préoccupante pour la majorité de nos semblables.

Depuis que les êtres humains se racontent des histoires, de l'hydre de l'Herne à la rumeur d'Orléans, rares sont ceux qui, en dehors du cercle restreint des historiens et des philosophes, se sont préoccupés du statut de ces narrations. Néron a-t-il *vraiment* ordonné l'incendie de Rome ? Gilles de Rais était-il *vraiment* l'auteur

des crimes qui lui ont valu à la fois la pendaison et le bûcher ? La réponse importe moins aux peuples que les émotions fortes suscitées en eux par ces récits. Aurait-on pu exécuter en public, sous les lazzis de la populace, des sorcières et des hérétiques si ces spectateurs surexcités s'étaient posé la question du fondement réel des accusations pesant sur les condamnés ? L'appétit pour les événements lestés d'une forte charge émotionnelle fait probablement partie de la nature humaine. Il remonterait, selon certains auteurs, à la rudesse de la vie de nos ancêtres paléolithiques et aurait présidé à l'invention des dieux et des mythes, dont la fonction était d'exorciser l'inconnu, l'inquiétant, l'inexplicable.

Il en va probablement de même des réponses controuvées à cette lancinante et insoluble question : qui sont les vrais maîtres du monde ? N'est-il pas excitant d'imaginer ce que trament dans l'ombre, au sein de réunions ultrasecrètes dans des lieux hyperprotégés, le groupe de Bilderberg, la Trilatérale, les francs-maçons, l'Opus Dei, les Illuminati, les Skull and Bones, les Juifs, les Arabes, la Mafia, les banquiers, le Trans-Atlantic Business Dialogue*, la CIA (ou la NSA), le Mossad, les oligarques russes ou d'autres aréopages plus mystérieux encore ? Ces hypothèses romanesques, dont nous puisons les contours dans la littérature ou le cinéma, n'offrent-elles pas à nos esprits des perspectives bien plus simples et – donc – plus palpitantes que le jeu subtil des rapports de forces géopolitiques, des conflits d'intérêts ou des affrontements de classes ? Et surtout, ne fournissent-elles pas des excuses rêvées

* Groupe qui rassemble les dirigeants des plus grandes entreprises multinationales américaines et européennes.

à notre passivité et à notre fatalisme ? Car que pouvons-nous contre le pouvoir des reptiliens ? Ainsi, la croyance aux puissances secrètes du Mal s'assortit parfaitement avec le repli sur soi, le dédain pour l'action collective, bref l'individualisme narcissique qui caractérise notre époque et arrange bien les affaires du capitalisme financier.

Que nous disent d'eux-mêmes et du monde ceux qui croient détenir les réponses aux questions insolubles ? Mieux (ou pis) encore : comment déjouer en nous-mêmes la propension à préférer le conte à la réalité ? C'est, entre autres, à ces aspects de la réflexion scientifique et philosophique que s'attache cet ouvrage, dans lequel Edgar Szoc fait opportunément le point sur les recherches les plus pertinentes à propos du *complotisme*. Et aujourd'hui, cette synthèse ne pouvait évidemment manquer de pointer l'un des principaux acteurs de cette tragicomédie de la véracité : les médias.

Il y a 45 ans, dans une étude qui fait toujours autorité, Galtung et Rudge* ont analysé empiriquement les critères utilisés par les grands médias pour la sélection et la hiérarchisation des nouvelles. Ces auteurs classaient parmi les premiers critères favorisant l'érection d'un événement en nouvelle la concordance des faits avec les anticipations du public. Autrement dit, les grands médias privilégieraient les événements qui corroborent les présupposés de leur auditoire. Comme le disait, au début du XXe siècle, le magnat de la presse populaire William Randolph Hearst à ses journalistes : « Ne laissez pas la vérité vous priver d'une bonne

* Galtung (J.) & Ruge (M.), "The Structure of Foreign News", in Tunstall (J.), éd., *Media Sociology*, London, Constable, 1971.

histoire ». Et une bonne histoire, c'est celle dont le lecteur se délectera parce qu'elle renforcera sa conviction que le monde autour de lui est bien tel qu'il se le représente. C'est ainsi que le marché médiatique s'est aligné sur la sagesse populaire, celle des conteurs et des colporteurs, et s'est mis à propager des produits journalistiques lénitifs, fabriqués pour séduire plus que pour informer.

Ce qu'il y a de nouveau sous le soleil, c'est que là où les interprétations magiques des chamans n'atteignaient que quelques dizaines de membres de la tribu, là où la presse populaire de Hearst ne touchait, au faîte de sa gloire, que quelques centaines de milliers de lecteurs avec ses *stories* édifiantes, le Web atteint extemporanément un auditoire potentiel de plusieurs dizaines de millions d'usagers. La « bulle filtrante » d'Internet décrite par Eli Pariser, et dont Edgar Szoc analyse le fonctionnement dans les pages qui suivent, s'aligne en fait sur les consignes euphorisantes du marché médiatique. Elle active notre sécrétion de sérotonine en nous proposant des récits qui nous confortent dans nos convictions ; elle nous protège du stress que nous occasionnerait le contact avec des discours ou des images en contradiction avec notre représentation du monde.

C'est sur cet humus que prospèrent aujourd'hui les nouvelles théories du complot. Nouvelles, non pas en raison de leur originalité (pour la plupart, elles ne font que remobiliser des fantasmes éculés), mais de par le contexte dans lequel elles émergent. Ce contexte, c'est celui d'une circulation horizontale, en ligne, des récits et des représentations, et c'est aussi celui d'une perte

de crédit des institutions structurantes (État, justice, enseignement, médias). Ce ne sont plus désormais des *pères* ou des *experts* qui nous apprennent la réalité du monde du haut de leur expérience ou de leur compétence incontestée ; ce sont des *pairs* qui « partagent » avec nous, d'égal à égal, *from peer to peer*, des descriptions, des opinions, des images dont ils pressentent qu'elles rencontreront chez nous un écho favorable. Parmi ces soi-disant *pairs* se sont glissés des publicitaires, des propagandistes, mais aussi des paranoïaques et des affabulateurs. Dans le gigantesque maelstrom que charrie la Toile, les propositions des uns et des autres se mélangent avec des informations avérées, des avis autorisés ou non, des parodies, des grosses blagues et des vidéos truquées. Tout cela se situe au même niveau de perception. Aucune labellisation, aucun classement ne permettent à un auditoire peu averti de faire le tri dans ce magma. Or l'effondrement de la réputation des médias traditionnels incline cet auditoire, et spécialement les plus jeunes, à faire davantage confiance à ceux qui éreintent ces médias, voire les injurient, pour mieux les supplanter. Car qui dit du mal d'une des incarnations contemporaines du Mal ne peut à l'évidence se situer que du côté du Bien. Et au premier rang de ces contempteurs érigés en justiciers, on trouvera évidemment les *complotistes*, qui ont tout intérêt à dénigrer le journalisme professionnel pour asseoir leur autorité.

Comme je l'ai suggéré ci-dessus, les médias traditionnels sont en grande partie responsables de ce cancer qui les frappe là où ça fait le plus mal : au chiffre d'affaires. Ils ont perdu beaucoup de leur fiabilité en privilégiant l'empathie plutôt que la factualité, en se

laissant aller au mimétisme, à la course effrénée au scoop, au culte du buzz et en se fiant aveuglément à un marketing éditorial fondé sur des statistiques biaisées. La pente s'avère si forte et si glissante qu'il est peu probable qu'ils arrivent à la remonter seuls, pour autant que ce soit possible. En toute éventualité, ils ne pourront saisir comme unique planche de salut que celle d'une focalisation éditoriale sourde aux injonctions apparentes du marché : il leur sera impératif de dénoncer, par priorité et inlassablement, les impostures, toutes les impostures, et de démonter pièce par pièce les stratagèmes des épandeurs de peur et de haine. En un mot, de faire du journalisme.

Jean-Jacques Jespers
Professeur de l'Université
École universitaire de journalisme de Bruxelles (ULB)

Avant-propos

« Encore un ouvrage sur le complotisme… »

Au moment d'achever – par le commencement, comme il se doit –, la rédaction de ce livre, je suis saisi d'un doute, qui ne relève pas uniquement de la coquetterie, quant à la légitimité de mon entreprise. Le phénomène complotiste et son analyse semblent en effet s'être récemment transformés en tarte à la crème du monde de l'édition et des médias. Nul doute que l'élection récente d'un président américain, jusque-là plus connu comme personnage de téléréalité prompt à remettre en question la naissance de Barack Obama sur le sol américain, alimentera bientôt une prochaine salve de publications sur le sujet.

À quoi bon dès lors rajouter une couche supplémentaire à ce gâteau passablement riche ? C'est qu'il me semblait que dans les nombreuses publications, souvent de qualité, qui traitent du sujet, subsistait un important point aveugle et que dans la mesure où la lutte contre le complotisme est en passe de devenir un objet de politiques publiques, il était urgent d'alimenter la réflexion des pouvoirs publics en tenant compte des contraintes spécifiques à leur action.

Le point aveugle mentionné ci-dessus consiste en la large ignorance, dans le monde francophone, de nombreuses recherches académiques, souvent expérimentales, menées sur le sujet depuis parfois plusieurs décennies, en particulier dans le monde anglo-saxon. S'il devait y avoir une utilité à cet ouvrage, c'est celle d'importer les conclusions parfois robustes de ces recherches dans le débat, souvent vif, autour du phénomène complotiste. Ce faisant, on peut espérer que ce débat quitte le terrain des évidences jamais prouvées et puisse déboucher en matière de lutte contre le complotisme à quelque chose qui ressemble à une *evidence-based policy*. Ou, *a minima*, à une politique publique qui n'ignore pas les recherches menées sur le sujet de l'autre côté de la Manche ou de l'Atlantique.

C'est donc sa visée fondamentalement pragmatique et son parti pris d'importation de la recherche anglo-saxonne sur le sujet, qui font la spécificité – et j'espère la légitimité – du présent ouvrage.

Chapitre I

Complotisme : vers une impossible définition

Le complotisme appartient à cette catégorie d'objets conceptuels apparemment évidents dont une définition rigoureuse se révèle pourtant toujours fuyante, au point qu'au terme d'une recherche sur le sujet on en viendrait parfois à vouloir reprendre à son compte la réponse que le juge de la Cour suprême américaine Potter Stewart avait apportée lorsqu'on lui demanda, en 1964, de définir ce qui constituait pour lui la pornographie : « *I know it when I see it* » (Bratich, 2008).

Aussi cruciale qu'elle s'avère du point de vue de l'organisation du débat démocratique, l'établissement d'une ligne de démarcation claire entre « complotisme », d'une part, « sain exercice de l'esprit critique et de la vigilance », de l'autre, nécessite en effet de mobiliser quantité de concepts, parfois axiologiquement marqués, pour obtenir des résultats finalement fragiles et susceptibles de contestation.

C'est que toute tentative de définition du complotisme achoppe bien évidemment sur la question épistémologique fondamentale du statut de la réalité : n'est complotiste que quelqu'un qui adhère à une

ou plusieurs théorie(s) du complot infirmée(s) par les faits. Le problème étant précisément que ces faits ne font pas l'objet d'un consensus entre ceux qui adhèrent à telle ou telle théorie alternative et les tenants de la « version officielle ». La discussion même sur le caractère plus ou moins établi – ou artificiellement construit – de certains faits amène fréquemment à des échanges de noms d'oiseaux et des accusations réciproques de naïveté ou de paranoïa.

Dans un terrain aussi conflictuel, le seul consensus qui émerge est finalement celui qui existe pour considérer le terme *complotiste* comme une insulte. On ne s'étonnera dès lors pas que, dans un *caveat* qui n'est pas sans faire écho à la profération de discours racistes, des affirmations de nature complotiste soient souvent précédées de « je ne suis pas conspirationniste mais... », afin de se prémunir du potentiel de disqualification que recèle l'accusation de complotisme (sur la puissance de ces effets de disqualification, voir Husting et Orr, 2007). À cet égard, on notera que la langue allemande est sans doute plus explicite que la nôtre : les connotations épistémiquement péjoratives du terme *Verchwörungsmythos* (« mythe de la conspiration ») apparaissent en effet de façon bien plus nette que dans son équivalent français « théorie du complot ».

Vu sous cet angle, on comprend en quoi la définition du complotisme et de ses frontières se révèle porteuse d'enjeux : il s'agit de rien moins que de séparer le rationnel de l'irrationnel, l'intellectuellement sain du pathologique et le lanceur d'alertes du paranoïaque. Pour socialement nécessaire que s'avère cette tâche,

elle n'est sans doute pas moins ardue que celle qui avait été confiée à la Cour suprême au sein de laquelle siégeait Potter Stewart – distinguer l'érotisme de la pornographie.

Une définition heuristique

En s'appuyant sur les travaux du psychologue Rob Brotherton (2016), il est néanmoins possible d'entamer la réflexion par la proposition d'une définition, aux vertus heuristiques indéniables, de ce en quoi consiste une « théorie du complot » – ce qui ne constitue que le premier pas vers l'appréhension du « complotisme » en tant que tel.

Dans *Suspicious Minds*, qui est à ce jour le meilleur ouvrage de vulgarisation des apports de la psychologie à la recherche sur le complotisme, Brotherton assigne six caractéristiques à la théorie complotiste prototypique. Celle-ci 1°) entend apporter une réponse à une question irrésolue, en 2°) assumant que la réalité n'a rien de commun avec ses apparences. Pour ce faire, 3°) elle dépeint les conspirateurs comme surnaturellement compétents et 4°) mal intentionnés. Enfin, 5°) elle se fonde sur la recherche d'anomalies et 6°) s'avère irréfutable en dernière instance (au sens poppérien du terme – c'est-à-dire qu'aucune épreuve n'est susceptible de venir l'invalider).

Examinons à présent chacun de ces éléments de définition, un par un, en gardant à l'esprit que chacun des traits, pris isolément, peut constituer un élément classique et « sain »de la démarche scientifique : ce n'est

que leur conjonction qui est susceptible de définir une théorie comme complotiste.

1) Questions irrésolues

S'il est intellectuellement coûteux – dans un premier temps en tout cas – d'accepter le caractère indéterminé (ou irrésolu) de la domination reptilienne ou de l'absence de crash d'un avion dans le Pentagone le 11 septembre 2001, il est néanmoins méthodologiquement capital de les considérer comme des questions sujettes à débats… dans la mesure où, précisément, elles sont débattues. Ce qui peut apparaître, *prima facie*, comme une lourde concession aux complotistes, constitue en réalité une avancée importante de la recherche, dont le caractère évident masque peut-être la portée : une théorie du complot porte nécessairement sur une question contestée et c'est là une différence fondamentale avec les complots dûment sanctionnés par la recherche historique.

Si l'accusation faite à Nixon et son entourage d'avoir espionné le parti démocrate ne constitue pas une théorie du complot, ce n'est pas parce qu'elle aurait été irréfutablement prouvée – la force probatoire des éléments d'accusation étant à tout moment susceptible d'être remise en question – mais, précisément, parce qu'elle n'est pas remise en question[*]. L'intégration d'une théorie du complot (en l'occurrence, « Nixon espionne les

* Notons que ce consensus n'a pas toujours existé. À l'époque des révélations du Watergate, il s'est trouvé quelques voix pour dénoncer le Watergate comme un écran de fumée destiné à dissimuler les agissements autrement plus inquiétants du *Council on Foreign Relations* et à voir derrière la « pseudo-affaire du Watergate » la main d'Henry Kissinger. Mais il n'existe à ma connaissance plus personne aujourd'hui pour défendre cette thèse.

démocrates ») dans le *mainstream* des recherches historiques lui fait instantanément perdre son statut de « théorie du complot » pour la faire passer dans la catégorie de complot avéré. C'est en ce sens et en ce sens seulement qu'il est utile d'affirmer que les théories du complot sont par essence irrésolues : une fois qu'elles sont intégrées comme vérité dominante, elles cessent précisément de relever de la théorie du complot. Il va sans dire qu'une grande majorité des théories actuellement qualifiées de « théories du complot » n'entrera toutefois jamais dans ce *mainstream* de la recherche.

2) Apparences trompeuses

Comme l'ont remarqué – entre autres –, Karen Douglas et Mike Wood, les théories du complot fonctionnent sur l'hypothèse « qu'il existe deux mondes : l'un réel et (largement) invisible, l'autre ne constituant qu'une illusion sinistre destinée à masquer la vérité » (Wood et Douglas 2013 ; traduction personnelle). En se fondant sur cette dichotomie qui évoque à la perfection le mythe de la caverne, le complotiste se fait philosophe platonicien, chargé d'éclairer les masses sur la vraie nature des choses. C'est principalement autour de la question du pouvoir et de la désignation de ses détenteurs réels que va s'articuler cette opposition entre apparence et surface, ou pour reprendre la dichotomie typographique proposée par Luc Boltanski, entre RÉALITÉ et *réalité* : « Où se trouve réellement le pouvoir et qui le détient *en réalité* ? Les autorités étatiques, qui sont censées en assumer la charge, ou d'autres instances, agissant dans l'ombre, banquiers, anarchistes, sociétés secrètes, classes dominantes,

etc. ? Ainsi s'échafaudent des ontologies politiques qui tablent sur une réalité distribuée. À une réalité de surface, apparente mais sans doute illusoire, bien qu'elle ait un statut officiel, s'oppose une réalité profonde, cachée, menaçante, officieuse, mais bien plus réelle. » (Boltanski, 2012, p. 15).

Au cours des années de plomb, les Italiens ont forgé le néologisme évocateur de *dietrologia* (de *dietro* « derrière ») pour qualifier cette tendance pathologiquement platonicienne à ne voir dans la réalité observable que le pâle reflet d'un jeu plus profond orchestré par des personnages et services aussi puissants qu'occultes.

3) Tout est contrôlé

Les tenants des théories du complot semblent accorder aux comploteurs un niveau de compétences proprement surhumain, qui laisse rêveur tout qui a déjà eu affaire à une organisation concrète (sans parler d'une bureaucratie). Comme l'a bien résumé Richard Hofstadter, « Contrairement à nous, l'ennemi n'est pas entravé par les souffrances des grands mécanismes de l'histoire, ni lui-même victime de son passé, de ses désirs et de ses limites » (Hofstadter, 1964, p. 32 ; traduction personnelle). Au contraire, sa volonté toute-puissante s'exerce sans limite sur les médias, l'industrie, la recherche, l'enseignement et la culture. Il s'agit finalement d'une espèce particulière de philosophie de l'histoire, qui fait de celle-ci, non pas le résultat hasardeux de vastes conflits à l'issue largement indécidable, mais plutôt le récit déjà écrit, se déroulant sous nos yeux impuissants, de l'établissement de la volonté d'un groupe puissant (voir à ce sujet Marc Jacquemain et Jérôme Jamin, 2007).

4) Incarnation du mal

Le caractère mal intentionné du complot en constitue un élément nécessaire, ne fût-ce que pour pouvoir le distinguer théoriquement des conspirations bienveillantes auxquelles chacun s'adonne quotidiennement pour, par exemple, organiser un anniversaire surprise à l'insu de la personne concernée. La plupart des complots sont tellement banals qu'il n'est nul besoin de les théoriser. Mais ce ne sont évidemment pas ceux-là qui constituent la matière première des théories du complot. Au contraire, c'est l'intention malveillante du comploteur qui se situe en leur cœur ou, pour le dire comme Paul Zawadzki : « On pourrait dire ironiquement que [les théories du complot] ont fait revenir le diable, sauf que cette fois-ci, c'est un diable humain » (Zawadzki, 2011, p. 107 ; traduction personnelle).

5) Recherche d'anomalies

Depuis les passeports de Mohammed Atta retrouvés dans les décombres des Twin Towers après le 11 septembre jusqu'au changement de couleur supposé des rétroviseurs de la voiture ayant amené les frères Kouachi aux locaux de *Charlie Hebdo*, les théories du complot prospèrent sur la mise en évidence de détails apparemment impossibles à intégrer dans l'« interprétation officielle d'un événement ». Comme l'explique très finement Brian Keeley dans ce qui constitue probablement le meilleur article de philosophie à propos du complotisme, les théories du complot « présentent toujours un potentiel explicatif supérieur aux théories concurrentes, puisqu'en invoquant l'existence d'une conspiration, elles sont à mêmes d'expliquer à la fois

les données du compte rendu officiel et les données erratiques [*errant data*] que celui-ci ne parvient pas à expliquer » (Keeley, 1999, p. 119 ; traduction personnelle). Mais c'est oublier que tous les événements historiques sont remplis de ce type d'événements surprenants et de coïncidences troublantes : on ne s'étonnera dès lors pas qu'un autre article consacré à la philosophie du complotisme porte le titre relativement explicite de *Shit happens* (Mandik, 2008 ; sur le même sujet, avec un titre un peu moins explicite, le très beau livre de Jean Stengers, *Vertige de l'historien : les histoires au risque du hasard*, 1996).

6) Irréfutabilité

Il est somme toute beaucoup plus aisé de prouver qu'un complot a été ourdi que de prouver qu'une conspiration imaginaire n'a jamais existé. Dans la logique d'infalsifiabilité propre aux théories du complot, toute absence de preuve se retourne immédiatement en preuve supplémentaire, en vertu de la troisième caractéristique de notre définition (*tout est sous contrôle)*. Aucune épreuve n'est à même de contredire une théorie du complot et aucune donnée n'est capable de l'infirmer dans la mesure où chacune de ces données adverses est susceptible d'avoir été fabriquée à des fins d'entrave à la vérité.

Pris séparément, chacun de ces six éléments n'atteste pas particulièrement d'une tendance à la paranoïa : après tout, la recherche d'anomalies ou de données erratiques non expliquées par la théorie dominante constitue une des conditions du progrès scientifique. L'idée que les apparences soient trompeuses

et que certains types de représentation nous soient imposées est au cœur de toute la tradition de la théorie critique – et chacun des traits de cette définition est passible des mêmes nuances. C'est d'ailleurs ce qui explique certaines « ressemblances de famille » (au sens de Wittgenstein) entre les « théories du complot » et des courants plus respectés, des éléments critiques de l'École de Francfort à l'analyse du système socio-technique de Jacques Ellul (voir *infra* : « Les sciences sociales comme complot »). Mais c'est précisément la réunion de ces six traits – et pas seulement la présence de l'un ou plusieurs d'entre eux – qui empêche de mettre sur le même pied les théories du complot avec d'autres qui ne partageraient avec elles que des « ressemblances de famille ».

Symétriquement, il ne s'agit pas non plus d'envisager ces six caractéristiques comme une espèce de *checklist* dont il suffirait de cocher chacune des cases pour être certain d'avoir affaire, face à une assertion particulière, à une instance de discours complotiste – et à ce titre disqualifiable. Il s'agit plutôt d'une définition heuristique lancée comme un filet de pêcheur dans la prolifération des discours pour voir en quoi ce qu'il ramène s'avère ou non miraculeux.

Les complotistes, de qui parle-t-on ?

Maintenant qu'ont été posés, au moins heuristiquement, les jalons d'une définition des théories du complot, franchir le pas vers la définition du « complotisme » et donc du « complotiste » pourrait paraître aisé : il ne s'agirait plus que de marquer de ce rassurant

sceau d'infamie toute personne adhérant à une ou plusieurs des théories identifiées comme « théorie du complot »[*].

Mais supposer la simplicité de cette étape revient d'une part à négliger la complexité de ce que recouvre le phénomène d'adhésion et, d'autre part, à méconnaître le caractère extrêmement répandu de ce type d'adhésion. C'est aux États-Unis que le phénomène a été le mieux étudié via des sondages à grande échelle. Les résultats permettent difficilement de qualifier cette adhésion de « pathologique » tant elle a l'air banale (Uscinski et Parent, 2016). L'approche longtemps dominante du complotisme comme forme particulière de paranoïa appliquée au cours de l'histoire vole d'ailleurs en éclats depuis quelques années, à mesure que paraissent des études attestant de l'ampleur de l'adhésion à une ou plusieurs théories qualifiées de « complotistes ».

Le politologue Michael Barkun (2006) a proposé, dans *A Culture of Conspiracy*, une typologie en trois degrés du rôle que peut prendre l'« explication par le complot » dans l'interprétation du monde. Elle permet de se sortir de la difficulté de sauter le pas entre

---

* C'est sans doute cette difficulté à définir de façon satisfaisante les théories du complot qui a entraîné un glissement des études de la théorie du complot elle-même vers le *complotisme*, défini comme « la vision du monde dominée par la croyance que tous les évènements, dans le monde humain, sont voulus, réalisés comme des projets et que, en tant que tels, ils révèlent des intentions cachées - cachées parce que mauvaises. » (Taguieff, 2005, p. 76) S'intéresser au complotisme plutôt qu'aux théories du complot permet en effet de faire l'économie du débat épistémologique sur ce qui constitue un fait, et de passer directement à l'analyse d'une tendance psychologique ou sociale, en s'appuyant sur un socle non-dit d'évidence partagées (« Tout le monde sait bien que les reptiliens ne contrôlent pas le monde pour la bonne raison qu'ils n'existent pas. »)

« adhésion à une théorie du complot particulière » et « complotisme » en n'assignant le terme de « complotistes » qu'aux deux dernières de ces trois strates :

- le « conspirationnisme* d'événement » (*event conspiracy theory*) : un événement isolé (l'assassinat de Kennedy, par exemple) est considéré comme le résultat d'un complot organisé ;
- le « conspirationnisme systémique » (*systemic conspiracy theory*), qui rattache plusieurs événements à un vaste complot à plus long terme, imputé à une communauté qui chercherait à infiltrer progressivement les institutions en place afin de les subvertir ou de les inféoder à leur agenda (Juifs, Illuminati, etc.) ;
- le « super-conspirationnisme » (*superconspiracy theory*), qui consiste à voir dans toutes les conspirations réelles ou supposées le déroulement d'un vaste plan global voire cosmique, ourdi à très long terme par une puissance ayant tous les attributs du divin (omniscience, éternité, toute-puissance…).

Il va de soi que, dès le deuxième palier franchi, tout nouvel événement est susceptible d'être (ré)interprété en vue d'alimenter le récit de la conspiration et de constituer une instance supplémentaire de la vision adoptée. C'est donc cette étape-là qui s'avère cruciale et qui permet de distinguer entre l'adhésion « épisodique » à l'une ou l'autre théorie farfelue et ce qui

* Je précise que j'utilise indifféremment *complotisme* et le néologisme d'usage courant *conspirationnisme* (et leurs dérivés) dont l'alternance n'a pas d'autre motivation que l'évitement de répétitions stylistiquement pénibles.

constituerait une « mentalité complotiste ». C'est aussi elle qui marque le passage d'un complotisme inductif – « sur la base des éléments d'information que je possède sur un sujet donné, c'est l'explication par le complot qui m'apparaît la plus convaincante » – à un « complotisme déductif » – « tout nouvel événement doit être reformulé pour pouvoir se conformer à la vision selon laquelle ce sont les complots qui mènent l'histoire ».

C'est d'ailleurs l'existence de ce « complotisme déductif » qui explique la rapidité d'apparition de certaines théories complotistes après le surgissement d'un événement, par ce que Latour (2004) nomme un phénomène de « révisionnisme instantané ». Il n'aura en effet fallu attendre que quelques heures après l'attentat à *Charlie Hebdo*, pour voir apparaître sur Internet les premières vidéos remettant en question le bien-fondé d'une version officielle qui n'était même pas encore stabilisée…

Les quelques recherches empiriques qui ont pu être menées en termes d'identification d'une disposition au complotisme dans un groupe social particulier (en fonction du niveau de revenu ou d'éducation, de genre ou de convictions religieuses ou philosophiques) n'ont donné aucun résultat probant. Ni le diplôme universitaire ni l'opulence du compte d'épargne fourni ne prémunissent contre l'adhésion à des visions complotistes du cours du monde (Uscinski et Parent, 2016).

Pour trouver des corrélations significatives, il faut descendre un niveau plus bas. On découvre ainsi que la tendance à l'adhésion est fortement liée à celle à considérer le « politique » comme le lieu d'affrontement

entre le bien et le mal. J'y reviendrai au chapitre 2 mais on peut d'ores et déjà affirmer que l'homogénéité n'est pas à chercher du côté des complotistes, mais beaucoup plus du côté de la représentation que ceux-ci se font des « comploteurs ».

Un phénomène en augmentation ?

Un consensus assez large semble émerger pour s'inquiéter de l'augmentation du phénomène complotiste. Mais au moment d'apporter des éléments confirmant cette impression, les preuves se font rares. Pire, les quelques tentatives de mesure se sont avérées peu concluantes. C'est ainsi le cas de la recherche menée par Uscinski et Parent, qui ont mesuré le pourcentage de références à un complot dans le courrier des lecteurs adressé au *New York Times* depuis plus d'un siècle. En résulte une courbe que ses auteurs décrivent comme celle d'une stabilité globale et d'un lent déclin. Leur conclusion est sans appel : « La tentation est forte de proclamer chaque année une “nouvelle ère de la conspiration”. Elle n'est pas sans fondement : les théories de la conspiration ne se démodent jamais véritablement. Mais si la question est de savoir à quelle époque les théories de la conspiration ont atteint leur apogée, alors la réponse est : ni maintenant ni depuis des décennies. [Ce sont] les années 1890 et 1950 qui constituent les véritables ères de la conspiration aux États-Unis. La prévalence du discours conspirationniste a légèrement diminué au cours du temps, en particulier depuis le milieu des années 1960 (Uscinski et Parent, 2016, p. 128 ; traduction personnelle). »

Cette conclusion n'en est pas moins sujette à caution, en particulier lorsque les chercheurs entendent l'appliquer à l'ère – certes relativement récente – des réseaux sociaux. Aujourd'hui, les producteurs de théories du complot n'envoient vraisemblablement plus de lettre à la rédaction du *New York Times*, dans l'espoir vacillant d'une publication incertaine (et sans doute encore plus incertaine aujourd'hui qu'hier) : ils diffusent leur « contenu » sur Facebook ou Youtube et moyennant le respect de certains codes narratifs sont assurés d'une circulation nettement plus vaste. Reste qu'Uscinski et Parent sont jusqu'à présent les seuls chercheurs à avoir tenté d'objectiver l'apparente évidence d'une augmentation du complotisme, et que si leur méthodologie prête le flanc aux critiques, la charge de la preuve demeure dans le camp de ceux qui proclament l'évidence tellement fort qu'ils se dispensent d'avoir à la prouver empiriquement.

Si un minimum d'objectivation apparaît nécessaire, sa mise en œuvre soulève bien entendu de nombreuses questions méthodologiques, ne fût-ce que parce qu'à quelques expressions près, les théories du complot ne sont pas plus immunisées que d'autres phénomènes sociaux contre les caprices de la mode. Il est rétrospectivement amusant de noter que dans une recherche de 1994, se donnant pour objectif de mesurer l'adhésion aux théories du complot, un des items proposés aux sondés était celui-ci : « Les Japonais complotent en vue de détruire l'économie américaine » (Goertzel, 1994 ; traduction personnelle). À l'époque, cette assertion, qui ne susciterait vraisemblablement

plus qu'un haussement de sourcil aujourd'hui, divisait l'échantillon en deux parties presque égales : 46% la jugeaient soit certainement, soit probablement vraie ! Cet exemple saisissant ne fait que confirmer l'intérêt de la première caractéristique proposée dans la définition de ce qui constitue une théorie du complot (*porter sur une question irrésolue*). La théorie du complot japonais a aujourd'hui disparu en même temps que sa résolution – qui n'est peut-être rien d'autre qu'un déplacement vers le « complot chinois »

Comme le suggère Boltanski (2012), Il s'agit également de tenir compte du curieux effet de miroirs entre « le développement de ces thèmes dans la fiction, surtout à partir des années 1970-1980 » et l'intérêt actuel des mondes médiatique et académique sur cette question. L'intérêt de séries emblématiques comme *X-Files* et de nombreuses autres œuvres de fiction – populaires ou savantes – pour les théories du complot (voir à ce sujet Jameson, 1991) semble en effet avoir précédé de quelques années le constat contemporain d'une recrudescence du complotisme. Il paraît dès lors raisonnable de conclure, au moins provisoirement, avec Boltanski qu'il est possible que « l'accès des théories de la conspiration, témoignant d'une épidémie mondiale de paranoïa, au rang de problème majeur soit surtout le résultat d'un effet de représentation. » (Boltanski, 2012) Dans ce cas, il n'est pas exclu que l'intérêt des universitaires pour les théories du complot, la multiplication des fictions mettant en scène des complots et des accusations de complot et, « finalement, la propension des gens dits ordinaires à croire dans l'existence de complots aient entretenu des relations circulaires,

comme c'est le cas chaque fois que se met en place un champ de représentation » (*ibidem*).

Par ailleurs, l'idée même d'« augmentation du complotisme » s'avère ambiguë et multidimensionnelle. En y recourant, entend-on évoquer une supposée multiplication de récits explicatifs à trame complotiste, ou plutôt un accroissement de l'adhésion à *certains* récits en particulier, ou encore, un accroissement de l'exposition de tout un chacun aux thèses complotistes ?

À l'heure des réseaux sociaux, il apparaît assez évident que nous sommes beaucoup plus fréquemment exposés à des théories minoritaires relevant du complotisme, ou plus généralement de ce que Barkun (2006) appelle les « savoirs stigmatisés* », que dans une ère où la diffusion de l'information supposait un certain niveau de centralité et donc, de la part de qui voulait se familiariser avec l'une ou l'autre instance de ces savoirs stigmatisés, une démarche proactive (achat d'obscures revues dans les recoins cachés des librairies, abonnement à des bulletins semi-clandestins, etc.).

À cet égard, on pourrait conjecturer que ce qui apparaît comme une augmentation du phénomène complotiste ne constituerait en réalité qu'un effet d'optique lié aux transformations des modes de production et de diffusion médiatiques, qui permettent désormais aux « savoirs stigmatisés » d'entrer dans une compétition

* Barkun définit cette « *stigmatized knowledge* » comme des « savoirs qui n'ont pas été acceptés par les institutions auxquelles nous faisons confiance pour dire le vrai ».

beaucoup plus égalitaire qu'auparavant avec les théories les plus rigoureusement assises ou socialement acceptées. Si cette hypothèse devait être avérée, reste encore à déterminer l'impact de cette exposition accrue en termes d'adhésion. Notons toutefois que les résultats de recherches empiriques ne laissent que peu de place à l'optimisme en la matière. En matière de complotisme, il semble en effet que le lien entre exposition et adhésion soit particulièrement robuste et univoque (Lantian, 2015) : les théories complotistes semblent avoir la capacité de séduire des esprits qui y sont exposés, alors même que des recherches ont montré que le démontage de ces mêmes théories auprès de personnes qui y adhèrent semble avoir l'effet à première vue paradoxal de renforcer l'adhésion à celles-ci. Les psychologues nomment « *backfire effect* », ce trait vraisemblablement imputable à la caractéristique d'infalsifiabilité des théories du complot : si c'est la croyance qui prime, toute tentative d'argumentation contre celle-ci a pour effet de placer celui qui la fait dans le cercle des conjurés potentiels, et dès lors d'élargir le champ de la conjuration.

Objectiver ce lieu commun selon lequel le phénomène complotiste serait en augmentation dépasse évidemment le cadre et les moyens de cet ouvrage. On le prendra dès lors comme acquis sans pour autant se dispenser d'appeler à la poursuite – ou le plus souvent l'amorce – de recherches empiriques visant à mieux connaître les dimensions de cette augmentation supposée. Accepter sans preuve ce lieu commun ne revient pas à se départir de la prétention scientifique de cette

recherche mais à la placer dans le contexte d'une *demande sociale* : celle, formulée entre autres par des enseignants, des travailleurs sociaux mais aussi, de manière croissante, par le monde politique lui-même, de pouvoir disposer d'outils permettant de lutter contre un phénomène jugé délétère et en augmentation. Il va de soi, toutefois, que tenter de répondre à cette demande ne dispense pas d'en questionner le bien-fondé.

Une histoire moderne ?

Si les complots et le complotisme sont aussi vieux que le monde (voir par exemple Pagan sur la Rome antique, Lauwaert sur la Chine ou Roisman sur la Grèce antique), l'étude du complotisme comme phénomène social est en revanche beaucoup plus récente et peut être datée avec une assez grande précision à la parution de *La société ouverte et ses ennemis* de Karl Popper.

Déceler des tendances complotistes aussi anciennes que l'historiographie elle-même ne revient pas à nier les spécificités du « complotisme moderne ». Pour reprendre une distinction établie par Geoffrey Cubitt (1989), les théories complotistes d'après 1789 diffèrent en effet de celles qui les ont précédées de plusieurs manières. Tout d'abord, les versions antérieures se focalisaient essentiellement sur des intrigues relativement circonscrites menées par des personnages puissants supposés comploter à des fins d'enrichissement ou d'accroissement de leur pouvoir politique. Au contraire, les explications complotistes de l'avènement de la Révolution française n'y ont pas vu l'œuvre d'une quelconque machination de personnes visibles. Le

cœur du complot supposé est au contraire à chercher dans quelque société secrète dont la composition et les méthodes demeuraient dissimulées. Ensuite, là où les « conspirateurs » d'avant la Révolution étaient censément motivés par des objectifs assez immédiats d'enrichissement et de pouvoir, Robinson et Barruel décèlent au contraire un objectif nettement moins tangible dans le travail de confréries telles que les Illuminati : l'exécution d'un plan à la fois diabolique et subversif se résumant à la destruction du christianisme et de l'ordre social. C'est ce tournant qu'une majorité de chercheurs s'accorde à considérer comme l'acte de naissance du complotisme moderne.

Vers l'émergence de **Conspiracy Studies**

Si l'on en croit Luc Boltanski (2012), la littérature au sujet du complotisme se laisserait découper en cinq grands types de travaux. Les premiers, à visée essentiellement dénonciatrice, constituent des recueils plus ou moins actualisés des différentes thèses complotistes en vogue au moment de leur publication. Les deuxièmes s'intéressent à la manière « dont les théories de la conspiration ont imprégné les œuvres de fiction, la littérature, le cinéma, et surtout la télévision. » Les troisièmes se donnent pour objet de « décrire l'envahissante “culture” actuelle de la conspiration, telle qu'elle se manifeste aussi bien dans des histoires “vraies”, empruntées à la vie politique et sociale contemporaine, que dans des œuvres de fiction, soit aux États-Unis, soit dans l'ensemble du monde en réponse à la globalisation. » Le quatrième ensemble vise à historiciser la notion en montrant à la fois

sa stabilité et ses transformations, avec la visée de déceler dans le complotisme et la paranoïa des « tendances psychologiques ayant un caractère anthropologique ». Enfin, le dernier genre se proposerait essentiellement de déconstruire la notion de complotisme.

Cette stimulante taxonomie fait hélas l'impasse sur la rigidité des cloisonnements académiques : si l'objet « théories du complot » se prête assez naturellement à des analyses interdisciplinaires, force est de constater qu'à ce jour, celles-ci demeurent rares et que les tentatives d'intégrer les apports de chaque discipline dans une théorie unifiée, ou au moins dans une vision globale, demeurent limitées. L'avènement récent de centres de recherches interdisciplinaires prenant le « complotisme » comme objet devrait permettre de pallier à terme au moins une partie de cette carence mais à ce stade, c'est encore souvent l'angle disciplinaire qui préside à l'analyse du phénomène. Schématiquement, chacune des disciplines potentiellement concernées par l'étude du complotisme se posera des questions différentes sur celui-ci et, de manière plus problématique, lui apportera des définitions spécifiques et parfois contradictoires. Cette diversité se redouble évidemment de désaccords internes aux disciplines elles-mêmes quant à la manière d'appréhender un objet aussi plastique.

Schématiquement, la philosophie – généralement analytique – essayera de déterminer s'il existe un mode de raisonnement complotiste et s'il est analytiquement possible de distinguer celui-ci d'une pratique saine de l'esprit critique. Et tout simplement s'il est possible de donner une définition – péjorative ou non – du complotisme,

à partir de questions aussi apparemment triviales que : « La croyance des enfants en l'existence du Père Noël relève-t-elle d'une vision complotiste du monde ?

La psychologie sociale essayera d'étudier le profil psychologique de la « personnalité complotiste », les déterminants de l'adhésion au complotisme, les liens entre cette adhésion et certains types de comportement, ou encore l'influence de la simple exposition à des thèses complotistes sur les croyances individuelles.

La psychologie cognitive cherchera à déceler dans le fonctionnement du cerveau humain les mécanismes fonctionnels susceptibles d'expliquer l'adhésion aux thèses complotistes en cherchant à établir un continuum avec d'autres mécanismes parfaitement banals : le fait de hurler contre un ordinateur qui « plante » et celui de penser que la Révolution française n'est pas avant tout le fruit de transformations sociales mais plutôt du travail de sape des Illuminati, procèdent-ils tous deux de notre tendance innée à chercher de l'intentionnalité partout ?

La linguistique, la rhétorique ou même les études littéraires exploreront les structures narratives de théories complotistes conçues comme des récits parmi d'autres, avec leurs contraintes formelles, leurs motifs récurrents et, comme tout autre acte de langage, leurs conditions d'échec ou de succès.

L'anthropologie et la sociologie s'intéresseront, par exemple, au rôle des théories du complot dans les tensions interethniques, à la performativité de l'étiquette infamante de « complotiste » dans les tentatives de discréditer une affirmation ou une revendication particulière.

Les théories de la communication étudieront les canaux de diffusion des théories du complot, leurs supports privilégiés. L'irruption des réseaux sociaux a particulièrement renouvelé leur apport à la recherche sur le complotisme – ou plus précisément, leur apport potentiel, tant sont encore rares les investigations rigoureuses du phénomène, qui, s'appuyant sur de solides données empiriques, dépassent le seuil de l'intuition demi-habile.

Enfin, bien entendu, l'histoire tentera de déterminer si des événements spécifiques constituent le résultat d'un complot ou plutôt d'autres facteurs plus anonymes que sont les transformations de rapport de production, l'innovation technologique ou d'autres phénomènes sociaux. Une vaste littérature, loin d'être unanime, traite par ailleurs de la question d'une spécificité moderne du phénomène complotiste.

On aura compris que la liste reprise ci-dessus n'est en rien exhaustive et qu'elle dépasse pourtant déjà largement le cadre de cet ouvrage. Je ne pourrai donc passer ici en revue les apports spécifiques de chacune de ces disciplines à l'étude du phénomène mais j'essayerai, comme déjà évoqué, de mettre plus particulièrement en évidence les apports disciplinaires qui me paraissent insuffisamment diffusés dans le monde francophone.

Il va de soi que les divisions ici proposées relèvent essentiellement d'un idéal-type et que les chercheurs qui ont abordé la question à partir de leur point de vue disciplinaire essayent – dans une mesure plus ou moins importante – d'intégrer les apports des disciplines connexes. Mais toutes, à part la philosophie, s'appuient sur la prémisse qu'un objet pourtant aussi plastique et

insaisissable que le complotisme est passible d'une définition qui dépasse le sens commun pour circonscrire leur objet d'étude de manière claire et précise.

Quelques classiques sur le complotisme ont été publiés épisodiquement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais le vrai regain d'intérêt pour le sujet date du sillage des attentats du 11 septembre 2001 et des nombreuses « explications alternatives » qu'ils ont suscitées. Un manque flagrant de littérature académique continue toutefois à se faire ressentir sur la question du regain de vigueur que le développement des réseaux sociaux a apporté aux théories complotistes. Si les études post-11 septembre intègrent bien évidemment le rôle du Web, de ses faibles coûts de publication, de sa facilité de diffusion, et l'absence de contrôle éditorial par des *gatekeepers*, elles ne traitent évidemment pas encore de la « viralité » que permettent les réseaux sociaux et de la « bulle de filtrage » qu'ils encourageraient (voir chapitre 3[*]).

Cet intérêt académique ne fait que refléter une inquiétude grandissante et diffuse dans toutes les strates de la société, quant au développement des théories dites complotistes. Ainsi, en 2013, le *World Economic Forum* a listé la « désinformation numérique massive comme l'un des risques majeurs des sociétés modernes » et en 2016, le gouvernement français lançait une grande campagne de lutte contre le complotisme,

* S'il ne fallait qu'un signe de l'institutionnalisation du sujet et du degré de maturité qu'a atteint la recherche, on pourrait le trouver dans le financement du projet européen Compact 2016-2020 (Comparative Analysis of Conspiracy Theories) ou dans la création récente, au sein de l'université de Cambridge, de « Conspiracy and Democracy », un centre entièrement dédié à cette thématique (http://www.crassh.cam.ac.uk/programmes/conspiracy-democracy).

dont la partie la plus visible était la création du site Internet *ontemanipule.fr*.

Les sciences sociales comme complot

Dans un article qui a fait grand bruit, Bruno Latour (2004) attribue à la théorie critique française (Bourdieu, Foucault, Deleuze, Derrida, *etc.*) une proximité avec – si pas la paternité de – l'actuel foisonnement des théories du complot. Après tout, ce sont ces mêmes « penseurs du soupçon » qui nous ont appris à nous méfier radicalement des institutions et à voir dans le langage et les concepts eux-mêmes, non pas des outils neutres au service de la compréhension du monde, mais des dispositifs de reproduction d'une domination (en termes de classe, de genre, d'ethnie, etc.).

Si une telle analyse n'ébranle pas le cadre théorique ici proposé – la description de la reproduction sociale selon Bourdieu ne saurait être caractérisée comme théorie du complot dans la mesure, au moins, où elle n'en propose pas d'interprétation fondée sur des intentions malveillantes (critère 4 de la définition) –, elle résonne cependant avec des critiques déjà émises à l'encontre des sciences sociales et de leur obsession supposée du dévoilement qui les rapprocherait de ce qu'on pourrait appeler un *complotisme sans intention*. C'est ce que résume bien, en y ajoutant une dimension indissolublement éthique et épistémologique, Luc Boltanski : « [...] dans sa définition la plus large, le complot fait référence à des solidarités, à des connivences, à des liens personnels tramés, en sous-main, en vue de s'emparer du pouvoir ou de l'exercer secrètement. La sociologie

peut donc être accusée de produire des descriptions non seulement illusoires mais dangereuses, au sens où, mettant en doute les représentations officielles, elles contribuent à disséminer le soupçon et, avec lui, des germes de discorde dans l'ensemble de la société et, par-là, à affaiblir l'autorité de l'État ». (Boltanski, 2012)

Latour n'est en réalité pas le premier à rapprocher sociologie et complot. Son plus illustre prédécesseur est Karl Popper qui, lors d'une célèbre conférence donnée à Amsterdam, s'en prend, dans ce qui constitue un des actes de naissance de l'individualisme méthodologique, à ce qu'il nomme les « théories sociologiques du complot » (Popper, 1945)[*].

Dès lors, toute tentative de description macrosociologique qui aurait pour visée de parvenir à un niveau non trivial d'abstraction et de généralité se heurte aux mêmes questions impossibles à trancher : « Quelle est la réalité des entités que se donne la sociologie ? Dans quelle mesure est-il acceptable d'imputer une volonté et une intentionnalité à des entités collectives ? Comment évaluer le degré de solidarité réelle qui lie les acteurs individuels composant ces entités ? Comment tracer une limite à l'entreprise de dévoilement dont l'extension peut se poursuivre en quelque sorte sans fin ? » (Boltanski, 2012).

* C'est par ailleurs lors de cette conférence que Popper prononcera l'un de ses réquisitoires les plus célèbres contre la pensée complotiste : « Je ne soutiendrai évidemment pas [...] que les conspirations n'existent pas. Mais je prétends qu'elles sont assez rares et qu'elles ne modifient pas le tissu de la vie sociale. À supposer que tout complot soit devenu impossible, nous n'en continuerions pas moins à affronter des problèmes essentiellement identiques à ceux que nous avons toujours connus. Et j'affirmerai, en outre, que les complots réussissent très rarement. Les résultats obtenus sont généralement très différents de ceux auxquels on se proposait d'aboutir » (Popper, 1945, p. 498).

Une des formules apparaissant de façon récurrente sous la plume de Pierre Bourdieu est « tout se passe comme si… ». Mais, précisément, la force des sciences sociales – et leur intérêt – consiste à montrer comment des formes de domination peuvent se reproduire et se perpétuer en l'absence de tout complot ou volonté concertée. Vu sous cet angle, la prolifération supposée des théories du complot pourrait également apparaître comme le symptôme d'une crise des sciences sociales et de l'incapacité de leurs catégories à faire sens d'un réel qui se dérobe ou à tout le moins se transforme, sous les coups de boutoir de la mondialisation, du multiculturalisme et des transformations technologiques. Ce serait alors le déficit de concepts adéquats pour appréhender notre réel contemporain – ou à tout le moins leur insuffisante adoption dans le langage commun – qui constituerait une source du regain de vigueur de la pensée complotiste : pour pallier l'insuffisance des concepts à nous dire ce qui nous arrive, nous réinjecterions un surcroît d'intentionnalité dans notre interprétation du cours des choses par un réflexe de *complotisme faute de mieux*.

La lecture du très beau livre de Luc Boltanski *Une enquête à propos d'enquête* offre d'ailleurs quelques arguments en ce sens. Même si elle est de nature essentiellement historique et qu'elle vise à expliquer la création quasiment contemporaine d'éléments aussi apparemment disparates que le roman d'espionnage, la paranoïa, la sociologie et le roman policier, son enquête ne manque pas de résonances contemporaines quant aux effets de transformations profondes du monde social sur la transformation de notre rapport au savoir.

Chapitre II

La psychologie sociale et cognitive : un apport sous-estimé

La littérature francophone en matière d'analyse du phénomène complotiste souffre de ce qui pourrait se caractériser comme un « biais de pathologisation » : tout affairée à dénoncer le phénomène dans le temps même où elle l'analyse, elle tend plus souvent qu'à son tour à recourir à des catégories issues de la psychiatrie pour tenter d'expliquer les « symptômes » dont souffriraient ses « victimes ». Il ne paraît en outre pas aberrant de voir dans cette volonté simultanée de comprendre et de stigmatiser un des facteurs de l'échec de la lutte contre le complotisme.

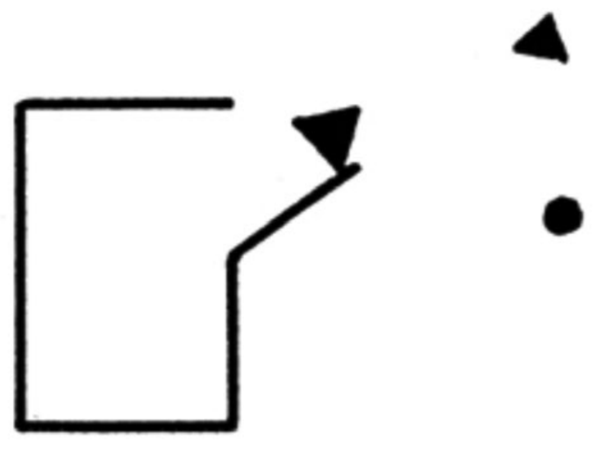
Dans un effort délibéré de tordre le bâton dans l'autre sens, le présent chapitre ambitionne au contraire de montrer en quoi l'adhésion à des explications complotistes peut découler de mécanismes cognitifs par ailleurs parfaitement fonctionnels dans de nombreuses circonstances. En évoquant des exemples banals de biais cognitifs répandus, il entend également « normaliser » certains réflexes complotistes, non pas pour en accepter les résultats, mais pour mettre en évidence l'ubiquité de leurs prémisses.

Le biais d'intentionnalité

Le biais d'intentionnalité consiste en la préférence que les êtres humains manifestent pour l'explication intentionnelle – plutôt que non intentionnelle – d'événements ponctuels ou de transformations globales. Sa meilleure illustration est fournie par une expérience de psychologie déjà ancienne, même si de nombreuses études ultérieures ont confirmé la force de ce biais. En 1943, Fritz Heider et son étudiante Marianne Simmel ont fait défiler les sujets de leur expérience dans une pièce sombre. Y était projeté un dessin animé silencieux en noir et blanc d'environ une minute et trente secondes[*]. Trois formes - un grand triangle, un petit triangle et un cercle – se déplacent sur l'écran, à l'intérieur d'un rectangle stationnaire dont un des côtés s'ouvre et se ferme à la manière d'une porte (voir figure 1). Sur toutes les personnes soumises à l'expérience et chargées de décrire ce qu'elles avaient vu, seule une a décrit le film dans les termes purement abstraits de formes géométriques se déplaçant arbitrairement dans un espace à deux dimensions. Toutes les autres y ont vu des personnages interagissant de différentes manières : un enfant victime de harcèlement par deux « grands », une mère réprimandant ses enfants rentrés trop tard à la maison, un petit ami cocu réagissant violemment à la découverte des tromperies de sa belle, etc. (résultats cités dans Brotherton, 2016, pp. 151-152)

* Le film est aujourd'hui disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=76p64j3H1Ng.

Figure 1.
L'expérience de Heider-Simmel



Bref, nous serions neuronalement câblés pour attribuer des intentions ou, pour le dire comme Rob Brotherton, « il semble notre détecteur d'intentions pratique une politique de *tirer d'abord, poser des questions ensuite*. Il présuppose que tout ce qui se produit dans le monde est le fruit d'une action intentionnelle » (Brotherton, 2016, p. 153 ; traduction personnelle). Ce besoin d'intention et donc de narration avait d'ailleurs déjà été décelé dans les réflexions initiales de Karl Popper (1945) sur le sujet, décrivant « la protestation de l'esprit humain contre le chaos ».

Si nous sommes en quelque sorte génériquement construits pour détecter l'intentionnalité, ce « réflexe » ne suffit cependant pas à expliquer le développement de toute une série de théories du complot. Défendre que les attentats du 11 septembre sont le fruit d'une conspiration de la CIA et du Mossad, ce n'est pas

attribuer de l'intentionnalité à des événements que la version officielle décrit comme non intentionnels, c'est identifier une *autre* intention. En l'occurrence, la seule intention supplémentaire de la version alternative par rapport à la « version officielle » est l'intention de cacher ses traces ou de masquer son intention.

Le repérage de ce biais d'intentionnalité revêt peut-être une importance encore plus grande dans notre contexte marqué par l'approfondissement du néolibéralisme. On a trop peu remarqué en effet les connotations ambiguës du concept de « main invisible » chez Adam Smith, dont le néolibéralisme constitue en quelque sorte une extension du champ d'activités… Cette main invisible qui, par un processus d'alchimie mystérieuse, transformerait la somme des égoïsmes en réalisation de l'intérêt général postule un abandon de la volonté de gouverner au profit d'une logique de laisser-faire.

Le capitalisme dans sa forme néolibérale peut donc se comprendre comme processus sans sujet. Le conspirationnisme constituerait dans ce cadre le symptôme d'une volonté de réintroduire de l'intentionnalité dans un processus qui s'en est défait, et de donner une structure narrative à des phénomènes qui relèveraient plutôt de la théorie du chaos. Par un chemin détourné, cette analyse rejoint partiellement les conclusions de Mark Fenster (2008) ou de Frederic Jameson (1991) qui voyaient dans le complotisme la « carte cognitive du pauvre ».

Qu'est-ce que le complotisme, sinon, adaptée à une ère de mondialisation économique triomphante, l'idée

que la « main invisible » d'Adam Smith tire les ficelles ? Que les mécanismes anonymes de marché ont des noms et des visages qui nous sont cachés ? Ou, autrement dit, que l'ère, plus annoncée qu'avérée, de la fin de l'histoire était en réalité celle de la prolifération des histoires, des anecdotes et des conjurations ? Le complotisme serait alors la réponse confuse à l'hégémonie d'une vision irénique du monde – le libéralisme économique – qui postulerait la dissolution des conflits dans le « doux commerce ».

On remarquera que le terme anglais *plot*, qui signifie aujourd'hui – entre autres – « scénario », peut prendre le sens de « comploter » lorsqu'il est utilisé comme verbe. Il provient d'un terme utilisé à l'origine pour désigner un « petit morceau de terre » puis par métonymie une « carte ». D'après les historiens de la langue, ce n'est que par le caractère accidentel de la ressemblance avec le terme français *complot*, qu'il a fini par revêtir le sens de « projet » ou de « conjuration » puis de « scénario ». Accidentelle ou non, cette transformation ne peut que frapper dans ce contexte de recherche d'intentionnalité.

On pourrait dire que ce que Jean-François Lyotard a appelé la fin des grands récits coïncide avec le développement des « scénarios », comme si ce qui se donnait à voir et à élire dans la politique actuelle n'était plus que la concurrence publicitaire entre des produits fondamentalement interchangeables, dans un discours de fin de l'histoire. À cet égard, le complotisme constitue en quelque sorte une réinjection de récit, de narration et d'intentionnalité, dans un monde qui en semble

de plus en plus dépourvu. La fin des grands récits a laissé la place à une multitude de micro-narrations. Et c'est dans l'interstice – ou plutôt l'immense brèche – laissé béant par le déclin de l'affrontement gauche-droite que se sont infiltrées toute une série de théories du complot.

Le biais de confirmation

Nous avons la dissonance cognitive en horreur : elle nous contraint à remettre en question un point de vue sur le monde que nous avons parfois mis des années à construire – ou, plus fréquemment, à rejeter l'élément nouveau qui nous plonge dans cet état mental dérangeant. Adhérer à une croyance avec suffisamment de certitude, c'est chercher sa confirmation, alors même que c'est en la confrontant avec des éléments contradictoires qu'on serait en réalité en mesure de la fortifier – de manière certes coûteuse en termes de dépense d'énergie cognitive.

Brotherton (2016) propose une expérience facile à reproduire pour se convaincre de la puissance de ce biais de confirmation. Soit la suite de trois chiffres 2 – 4 – 6. Une règle a présidé à son élaboration et votre tâche est de la découvrir. Pour ce faire, vous avez la possibilité de soumettre, autant de fois que vous le souhaitez, d'autres suites de trois chiffres. L'expérimentateur vous dira si elle correspond oui ou non à la règle d'élaboration. Une fois que vous êtes certain d'avoir découvert la règle, vous la soumettez à l'expérimentateur qui vous précisera si vous avez trouvé la bonne solution. Une grande majorité des personnes soumises à ce test

proposeront à quelques reprises des suites croissantes de trois chiffres dont le deuxième correspond au premier augmenté de deux, et le troisième au deuxième augmenté de deux également (1 – 3 – 5 ; 7 – 9 – 11 ; 32 – 34 – 36, etc.) et au bout d'un certain nombre d'itérations du processus, ces personnes affirmeront avec un degré de confiance très élevé que la règle d'élaboration consiste à augmenter le chiffre précédent de deux. Une minorité seulement aura tenté de réfuter (ou de falsifier au sens de Popper) leur intuition de départ en proposant des suites ne correspondant pas à la règle d'élaboration supposée. Or, rien n'empêche que la règle d'élaboration recherchée soit en réalité « n'importe quelle suite croissante de trois chiffres ». Seule la tentative de réfutation de l'hypothèse/intuition de départ aurait permis de s'en convaincre, mais c'est une étape dont nous imaginons souvent pouvoir nous passer.

À l'heure où Internet propose pour chaque phénomène un éventail quasiment infini d'explications, chacun aura loisir d'y trouver confirmation de son hypothèse de départ et d'éviter le drame de la dissonance cognitive : si vous cherchez à orthographier correctement un mot en l'encodant dans Google d'après l'intuition que vous avez de sa graphie correcte, Google vous donnera toujours raison en faisant apparaître des pages où figure celle que vous avez encodée… *Mutatis mutandis*, il en va de même pour les dangers allégués de la vaccination, les explications du 11 septembre, la présence des Juifs dans la finance ou la menace mortelle des stégosaures mangeurs de yogourt.

Le biais de proportionnalité

Comment se fait-il que l'assassinat de John-Fitzgerald Kennedy ait suscité une littérature aussi vaste pour défendre les théories les plus diverses et – souvent – les plus invraisemblables ? Comment se fait-il en revanche que la tentative d'assassinat contre Ronald Reagan en 1981, n'ait au contraire guère suscité plus de théories que celles rapidement imprimées dans tous les journaux, selon laquelle le tireur, John Hinckley, agissait seul et sans commanditaire particulier ?

Les points communs abondent : dans les deux cas, on a affaire à des présidents charismatiques porteurs d'une idéologie nouvelle et qui ont durablement modifié les équilibres sociaux et économiques de la première puissance du monde.

Hasardons avec Brotherton (2016) qu'il n'y a rien dans le *modus operandi* qui prédisposait plus le 22 novembre 1963 que le 30 mars 1981 à débrider l'imagination créatrice des amateurs de complots. Rien, sauf la mort de Kennedy et la survie de Reagan. Non seulement un complot qui ne réussit pas n'intéresse personne mais en plus l'esprit humain est prompt à succomber au biais d'intentionnalité : un événement important se doit d'avoir une cause importante, alors qu'un demi-échec peut parfaitement être attribué au principe fort expédient du « *shit happens* ».

Ce biais de proportionnalité n'est pas propre à la pensée complotiste : c'est exactement le même mécanisme qui, quand nous jouons aux dés, nous les fait lancer plus vigoureusement quand nous souhaitons obtenir un « six » que quand c'est un « un » que nous voulons.

Erreur de composition

Nous préférons la cohérence à la probabilité : c'est ce que montrent les psychologues Daniel Kahneman et Amos Tverski (1983) – qui ont d'ailleurs reçu le prix remis par la Banque de Suède en matière d'économie, dit « Prix Nobel d'économie », pour leurs travaux sur l'erreur de composition (*Conjunction fallacy*) dans un article fondateur du début des années 1980.

Soit l'énoncé suivant : « Linda est une célibataire de 31 ans, très brillante et qui ne mâche pas ses mots. Elle détient un diplôme de philosophie. Au cours de ses études, elle s'est profondément impliquée dans des questions de justice sociale et de lutte contre les discriminations, et a participé à des manifestations contre le nucléaire. Laquelle des deux phrases suivantes est la plus probable ?

- Linda est comptable.
- Linda est comptable et engagée dans le mouvement féministe »

(Kahneman et Tverski, 1983 ; traduction personnelle).

D'un point de vue strictement formel, il devrait être évident que la première des deux propositions est la plus probable, puisque dans tous les cas où la seconde est vraie, la première l'est également, alors qu'il peut exister de nombreux états du monde dans lesquels la première proposition est vraie sans que la seconde ne le soit. Si la réponse majoritaire avait été celle-là, nul doute que l'article de Kahnemann et Tverski n'aurait pas eu le retentissement qu'il a connu. C'est que si,

contre toute logique formelle, la majorité des répondants ont choisi la seconde possibilité comme la plus vraisemblable, cette préférence signale notre biais en faveur d'éléments renforçant la cohérence d'un récit ou d'une situation – quand bien même ces éléments en réduisent *objectivement* la probabilité. Tout se passe comme si notre cerveau traitait de façon distincte les notions de plausibilité et de probabilité.

Mis ensemble, tous ces biais cognitifs peuvent servir à expliquer en quoi des thèses dites complotistes satisfont une série de critères de « confort cérébral ». Parodiant Thomas d'Aquin qui évoquait l'*adequatio rei intellectus* pour décrire les relations d'adéquation entre le monde et notre entendement, il s'agirait, à titre d'hygiène intellectuelle, de prendre conscience de l'adéquation de notre système cognitif à des théories complotistes suffisamment bien ficelées – ou *adequatio coniurationi intellectus*, pour joindre la cuistrerie à la parodie.

Nous ne nous sommes hasardés ici que sur le terrain solide de la psychologie expérimentale, mais nul doute qu'il y aurait également intérêt à analyser le phénomène complotiste sous l'angle psychanalytique. Pourrait notamment s'ajouter aux éléments repris ci-dessus, le rôle de la figure du Père dans la dissémination des croyances conspirationnistes. Là où il est incarné par une figure tutélaire – ce qui est loin d'être le cas dans tous les pays –, le discours complotiste l'est en effet presque toujours dans un personnage possédant – et jouant de – tous les attributs ostensibles de la virilité conquérante (voir Narainsamy, 2016). Alain Soral en constitue le déplorable idéal-type : une analyse de discours permettrait d'ailleurs de déceler la

continuité thématique entre l'auteur de la « Sociologie du dragueur » en rage contre une prétendue féminisation de la société et le tribun antisémite en lutte contre « l'Empire ».

Quelles conséquences ?

S'il s'avère malaisé d'établir un profil type du conspirationniste et de dégager avec certitude des traits et caractéristiques qui le sépareraient du « commun des mortels », il est tout aussi compliqué de mesurer le niveau d'adhésion et l'effet concret de cette adhésion en termes d'engagement ou de modifications du comportement. Une proportion importante de la littérature consacrée à l'étude du complotisme s'est intéressée à l'analyse de ses causes alléguées, mais il est surprenant de constater à quel point le corpus consacré à ses conséquences est en revanche maigre.

Pour évoquer un domaine dans lequel le passage à l'acte est aisément mesurable : combien de parents qui partagent sur les réseaux sociaux des informations sur les dangers de la vaccination – et le complot médico-pharmaceutique qui tente de les dissimuler – renoncent-elles à vacciner leurs enfants ? Autrement dit, si la croyance complotiste constitue une condition nécessaire au passage à l'acte, elle n'en est pas une condition suffisante : quelles sont dès lors les autres conditions qui doivent être rencontrées pour permettre ce passage à l'acte ?

Ces conditions, ainsi que les conséquences de la croyance en tant que telle, sont en général supputées de manière plutôt impressionniste, sans effort analytique

ou empirique d'approfondissement des intuitions. L'adhésion à l'une ou l'autre théorie du complot entraînerait ainsi le désengagement du politique, le repli sur la sphère privée, la démobilisation et le cynisme ou au contraire des formes d'engagement violent allant de la commission d'actes inspirés par la haine raciale au passage à l'acte terroriste. Mais on pourrait, avec le même manque de preuves, classer les croyances complotistes dans la catégorie de ce que le sociologue John Elster (2007) appelle des « quasi-croyances », dans le sens où ce sont des croyances qui, contrairement aux autres, ne constituent pas des prémisses à l'action. Cette classification pourrait d'ailleurs être avérée à un autre niveau, non entrevu par Elster : l'adhésion aux théories allant de pair avec un certain degré de cynisme et de résignation – dans une relation systémique qui ne se laisse pas interpréter dans les termes simples de la cause et de l'effet –, elle pourrait constituer, presque par essence, une prémisse à l'inaction (au moins politique).

Certaines conclusions des recherches en psychologie sociale confirment cette hypothèse de la « quasi-croyance » sans mentionner le terme. Ainsi, une étude de Karen Douglas et Mike Wood, intitulée *Both Dead and Alive* - mais qui aurait tout aussi bien pu s'appeler « La Diana de Schrödinger » – montre que les personnes adhérant à l'idée que la mort de Lady Di résulte d'un complot et pas d'un banal accident de voiture sont également plus susceptibles que la moyenne de la population de croire qu'en réalité, elle n'est pas morte !

Dans ce fourmillement de suppositions *même pas fausses* (parce que jamais testées) quant aux conséquences pratiques du complotisme, on peut cependant

déceler quelques tentatives de mesurer l'incidence comportementale réelle d'une adhésion complotiste. C'est par exemple le cas d'une recherche menée par Jolley et Douglas (2013). Ces deux psychologues ont tenté de circonscrire l'impact différentiel de l'adhésion à la croyance selon laquelle le réchauffement climatique ne serait qu'un « *hoax* fomenté par l'élite » pour s'attaquer à l'*American way of life*. De manière peu surprenante, Il semble que la foi en cette théorie complotiste ait l'effet – statistiquement robuste – de réduire les efforts des individus concernés pour réduire leur empreinte carbone. Mais dans la mesure où l'adhésion à cette théorie constitue précisément une motivation à ne pas changer de comportement et *in fine* à échapper à la dissonance cognitive (ou à la douleur éthique qu'il y a à constater l'écart entre nos actions et ce qu'on sait de leurs conséquences), cette conclusion demeure fragile.

Dans une autre recherche, Jolley et Douglas (2014) rapportent que le fait d'exposer des participants à des informations évoquant l'existence de complot sur la vaccination (« Les vaccins feraient plus de mal que de bien ») réduit les intentions déclarées des participants à faire vacciner leur enfant (enfant fictif dans le cas de l'étude). Dans la même veine, Oliver et Wood (2014) montrent que les personnes qui croient le plus à des théories du complot médical ont moins tendance à se soumettre à un examen clinique annuel et à se faire vacciner contre la grippe. D'autres recherches suggèrent que chez les populations afro-américaines, les personnes adhérant à des théories du complot selon lesquelles le contrôle des naissances par les moyens de contraception serait une forme déguisée de génocide

dirigée contre les populations noires ont des attitudes plus négatives envers les moyens de contraception (Thorburn et Bogart, 2005).

Malgré ces quelques exemples, la littérature en la matière demeure cependant inchoative et des recherches supplémentaires seraient nécessaires pour déterminer si ces résultats (qui concernent généralement des croyances complotistes relativement spécifiques et indirectement politiques) peuvent être étendus à d'autres domaines d'action (passage au radicalisme violent, retrait de la sphère politique, etc.).En matière politique, les études sur les conséquences comportementales du complotisme demeurent extrêmement rares, en dehors de celle de Uscinski et Parent (2016), qui a décelé une corrélation entre adhésion complotiste et abstention électorale.

S'il est un domaine dans lequel la question des conséquences du complotisme revêt une urgence particulière, c'est celui du lien qui peut exister entre complotisme et passage à l'acte violent, en particulier djihadiste. Le sens commun a tendance à faire de l'un le marchepied de l'autre, sans que des recherches empiriques ne puissent véritablement l'attester. N'oublions en outre pas que parmi les dénonciations les plus virulentes de la pensée complotiste, on peut compter les publications de… Daesh. Attribuer les attentats de Paris ou de Bruxelles à – au choix – la CIA, le Mossad ou les services secrets français, c'est précisément refuser leur « agentivité » (*agency*) à l'organisation terroriste et à ses membres, et dès lors les priver de la paternité de leurs « exploits » (voir à ce sujet Lamghari, 2016). De manière quelque peu paradoxale, si le complotisme

peut faire partie des ingrédients cognitifs nourrissant le passage à l'acte, ce même passage à l'acte s'accompagne de l'abandon d'au moins une partie des croyances complotistes à des fins de conservation de la paternité de ses actes.

Remarquons en outre avec Bartlett et Miller (2010) que : « Pour autant qu'on puisse le déterminer, il existe de nombreux groupes extrémistes qui n'adhèrent pas aux théories du complot, comme Unabomber ou le Real IRA. Le complotisme ne constitue pas une condition nécessaire à l'extrémisme en mots ou en actes. De même, le complotisme ne mène pas nécessairement à adopter des comportements extrémistes ou violents. Il existe de nombreux groupes pacifiques, et même modérés, qui croient aux théories du complot. »

Il va de soi que l'incidence du complotisme ne doit pas se mesurer uniquement à l'aune de sa capacité à transformer les comportements individuels de ceux qui y adhèrent, mais également de son influence sur la configuration du débat politique et la circonscription du champ des arguments recevables ou non. Ce terrain-là se prête évidemment beaucoup moins à une analyse expérimentale *toutes choses étant égales par ailleurs* et adossée à l'individualisme méthodologique mais il fait peu de doutes que l'imprégnation d'idées complotistes constitue un terreau fertile au développement de nouvelles propositions politiques démagogiques, à caractère d'ailleurs parfois explicitement complotiste – c'est par exemple le cas de Donald Trump dont on sait qu'il était un des fers de lance des *Birthers*, ce mouvement qui remettait en question la naissance de Barack Obama sur le sol américain.

Un peu d'espoir : le paradoxe de la diffusion

Le sentiment d'(auto)-élection que confère la connaissance d'une vérité ésotérique disparaît avec sa diffusion, qui doit pourtant être souhaitée dans le combat entre le bien et le mal qui sous-tend l'essentiel des théories du complot. C'est cet effet, mélange étrange de dépit et de fierté, qui semble avoir frappé les complotistes lors de la sortie des séries *X-Files* et *Conspiracy Theory*, d'après l'analyse qu'en produit Michael Barkun (2006) : fierté de voir leurs théories enfin mises en lumière et exposées au plus grand nombre ; dépit de les voir ainsi démonétisées – par le langage de la fiction, d'une part, par leur accessibilité nouvelle à un large public, de l'autre.

Cet effet de distinction, au sens bourdieusien du terme, ne saurait être négligé parmi les déterminants de l'adhésion à une vision complotiste du monde. Il a d'ailleurs fait l'objet d'un début de confirmation empirique dans le travail de thèse du jeune chercheur français Anthony Lantian (2015), qui a démontré la corrélation entre le « besoin d'unicité » (besoin de se sentir unique) et l'adhésion aux théories complotistes. Ce lien permet de relativiser quelque peu la crainte d'une possible hégémonie des discours complotistes : dans la mesure où un des facteurs contribuant à leur diffusion est à chercher dans la volonté de ses propagateurs de se distinguer de la naïveté du *vulgum pecus*, cette diffusion porte en elle les germes de leur échec (relatif). Par ailleurs, cet optimisme doit être tempéré par la possibilité qu'un même événement connaisse plusieurs explications complotistes concurrentes et minoritaires.

Il est en outre à noter que ce « besoin d'unicité » n'exclut en rien celui de faire communauté, comme l'illustre parfaitement le discours de l'acteur français Matthieu Kassovitz, connu pour avoir publiquement remis en question la « version officielle » du 11 septembre : « Admettre que quelque chose ne va pas dans la thèse officielle, comprendre la façon dont évidemment elle a été fabriquée, [...] c'est un travail sur [soi] que beaucoup de gens ne sont pas capables de faire, que la majorité n'est pas capable de faire. [...] Vous avez le droit de vous poser des questions. [...] Si vous avez des doutes, vous avez le droit de les émettre. [...] Nous sommes des millions à avoir des doutes, il y a des milliers de spécialistes qui se sont regroupés main dans la main pour comprendre ce qui s'est passé. Et ils ont trouvé, ils savent. Écoutons-les. » (cité par Loïc Nicolas, 2016)

Chapitre III

Les réseaux sociaux ou quand le Lord maire devient plus têtu que le fait…

Un fait, a-t-on coutume de dire, est plus têtu qu'un Lord-maire*. C'est au fond ce proverbe aux origines floues – et en tout cas pas anglaises – que ce chapitre vise à questionner. Plusieurs des éléments évoqués lors du chapitre précédent prennent en effet une résonance particulière dans un contexte où les réseaux sociaux constituent, de manière croissante, le mode d'accès privilégie à l'information. Les dynamiques de « bulles de filtrage », de marchandisation, d'obsolescence de la vérité, et de retour de la propagande, qui seront tour à tour les objets de ce chapitre y tissent des relations particulières, susceptibles d'amplifier les biais cognitifs analysés au chapitre 2.

Bulles de filtrage

À l'heure de l'effet de « bulle de filtrage » que produisent les réseaux sociaux, on est en droit de se

* Le Lord-maire de Londres (*Lord Mayor of London*) est le titre donné au maire de la *City*, également chef de la City of London Corporation.

demander si l'affirmation du caractère obstiné de la réalité – joliment définie par Philip K. Dick comme ce qui continue à exister quand on cesse d'y croire – n'est pas en voie d'inversement : la réalité n'est plus ce qui existe en dehors de mes croyances mais précisément ce à quoi j'ai *envie* de croire et le savoir auquel mes croyances me donnent accès.

La « bulle de filtrage » (*filter bubble*) désigne l'enfermement cognitif que produit le fonctionnement d'Internet auprès d'un de ses utilisateurs lorsque des algorithmes sélectionnent pour lui les informations auxquelles il aura prioritairement accès. Cette sélection se fait en fonction des préférences – dûment numérisées – dont atteste son comportement préalable. Selon Eli Pariser (2011), ce mode de fonctionnement a pour effet de ne soumettre à l'utilisateur que des opinions tendanciellement conformes à celles pour lesquelles il a manifesté de l'intérêt au préalable et, dès lors, à enclencher un cercle vicieux de confirmation des opinions et d'évitement de la dissonance cognitive. C'est ainsi, en fonction de ses « clics » précédents, qu'un internaute se verra proposer prioritairement tel résultat de recherche plutôt que tel autre par Google, ou tel « statut » et pas tel autre sur sa « ligne du temps » Facebook.

Il est à noter que, sur certains réseaux sociaux, Facebook notamment, la « décision » de faire apparaître un contenu sur l'écran de l'utilisateur ne se fonde pas exclusivement sur une dynamique évolutive informée des comportements préalables dudit utilisateur, de ses réactions ou absences de réactions à un contenu donné, mais également des comportements de ses « amis ». Accepter une demande d'amitié sur Facebook,

c'est donc accepter également que les préférences et comportements de cet « ami » participent à la sélection des informations qui nous seront proposées.

Les responsables de Facebook se défendent à juste titre de tout biais idéologique dans le fonctionnement de cet algorithme (Seetharaman, 2016). Mais il est incontestable que cette somme de décisions algorithmiques individuellement neutres produit des effets massifs de reconfiguration de l'espace public et des modalités de délibération au niveau global. Ce passage à la « gouvernementalité algorithmique » a été très finement analysé par Antoinette Rouvroy et Thomas Berns (2013) en matière sécuritaire. L'étude de l'incidence d'une telle logique algorithmique appliquée aux réseaux sociaux et à leur incidence sur le champ médiatique devrait constituer une priorité en matière de recherche.

On ne s'étonnera pas qu'en la matière les premiers concernés soient aussi les premiers mécènes : Facebook a par exemple financé une recherche dont les résultats sont parus dans un numéro de la revue *Science* et qui semblait montrer que les effets de bulle imputés à son algorithme étaient largement exagérés (Bakshy, *Messing et Adamic*, 2015[*]). Aux arguments qui y sont déployés, on pourra ajouter qu'il n'a pas fallu attendre l'apparition de Facebook pour observer des phénomènes de recherche de l'entre-soi idéologique et d'évitement de la dissonance cognitive. Que sont les journaux d'opinion – « de naguère » aurait-on presque

* Voir toutefois la réfutation partielle de cette étude par Eli Pariser, l'auteur du concept de « bulle de filtrage ») : https://backchannel.com/facebook-published-a-big-new-study-on-the-filter-bubble-here-s-what-it-says-ef31a292da95#.r9zbo6q1g.

envie d'ajouter – sinon un dispositif d'information compatible avec nos a priori idéologiques ?

Marchandisation

Si l'information est une marchandise (sans qu'il soit nécessaire d'ajouter à ce substantif l'inutile précision « comme les autres »), le citoyen devenu consommateur devient libre de choisir le produit qui lui convient, ou correspond le mieux à son arrière-plan idéologique et suscite chez lui un minimum de dissonance cognitive.

Ici encore, le principe n'a en soi rien de neuf : ce sont les moyens technologiques mis au service de sa réalisation qui constituent le véritable changement. Jadis, les journaux papier devaient se fier à des indicateurs aussi vagues que l'évolution du nombre d'abonnements pour tenter de détecter les attentes de leurs lecteurs afin de mieux les combler. Aujourd'hui, leurs versions Web disposent des moyens de contrôler en temps réel le succès – en termes de nombres de lecteurs, de durée de lecture, de nombre de commentaires, etc. – de chacun de leurs articles mis en ligne. Le pilotage de la ligne éditoriale peut dès lors s'effectuer de manière quasiment instantanée, en se fondant sur ces données apparemment objectives.

D'après Katharine Viner, rédactrice en chef du *Guardian*, cette recherche obsessionnelle du clic constituerait une des raisons du relâchement du rapport que les médias entretiennent à la notion de vérité (Viner, 2016). La véracité ne constituerait plus aujourd'hui qu'un élément parmi d'autres – mais hélas moins

mesurable que d'autres – dans le processus de valorisation d'un article de presse. Et Viner d'ajouter : « Quand un fait peut se définir comme ce qu'on estime être vrai, il devient très difficile pour qui que ce soit d'établir la distinction entre les faits qui sont vrais et les "faits" qui ne le sont pas » (*ibidem* ; traduction personnelle). Même si l'article de Viner ne cherchait pas explicitement à traiter de la montée du complotisme, ses intuitions quant à la dissolution des faits dans le marché des préférences se révèlent riches d'éclairages inquiétants.

Paradoxalement, c'est sans doute celui qui se présente sous le nom de Vincent Flibustier, concepteur du site satirique *NordPresse*[*] – « Le *Gorafi* belge » – qui, même si c'est sans doute par inadvertance, a le mieux résumé le point d'aboutissement de cette logique d'adaptation d'offre à une demande devenue enfin mesurable. La *tagline* qu'il a ajoutée au nom de son site (« Les informations que vous aimez bien ») incarne en effet parfaitement le rôle croissant des préférences idéologiques du lecteur dans la production de l'information par la presse dite sérieuse.

L'intérêt du site *NordPresse* pour comprendre les métamorphoses de l'univers de production médiatique et du rapport que les citoyens/lecteurs/consommateurs entretiennent avec lui ne s'arrête – hélas – pas là. La section « commentaires » dudit site est en effet révélatrice de la volonté de ses nombreux lecteurs, dont on aurait envie de dire qu'ils sont piégés avec leur consentement, d'adhérer à des informations, aussi farfelues soient-elles, pourvu qu'elles s'alignent avec leurs perspectives idéologiques. Les réactions scandalisées à

---

* Voir http//www.nordpresse.be.

un article annonçant que « les célibataires de plus de 30 ans devr[aient] accueillir un migrant* » chez eux attestent de ce rapport particulier, ainsi que de la puissance du biais de confirmation évoqué au chapitre 2.

Après la vérité

Depuis 2016, de nombreux articles de presse ont fait écho à une inquiétude quant à l'arrivée d'une « *post-truth politics* », au point que le magazine *The Economist* en ait fait sa couverture**. Sans nul doute favorisée par le référendum sur le Brexit et la campagne présidentielle de Donald Trump (et l'apparente imperméabilité de celui-ci à la dénonciation factuelle de ses mensonges), cette inquiétude trouve hélas d'autres lieux d'observation privilégiés, autrement plus dramatiques, comme celui de la guerre en Syrie (voir à ce sujet Peltier, 2016).

Si l'expression « post-truth politics » s'est répandue comme une traînée de poudre au cours de l'année 2016, sa paternité semble remonter à 2010 et pouvoir être attribuée au blogueur David Roberts***. Il la définit comme « une culture politique au sein de laquelle

* Voir http://nordpresse.be/nouvelle-loi-celibataires-de-plus-de-30-ans/. On notera par ailleurs que la manière dont ledit Vincent Flibustier parodie la presse ne se limite pas à la caricature dans le style d'écriture ou le rapport lâche à la vérité, mais concerne également le fonctionnement économique du site. Le critère ultime de la qualité y est en effet unique : il s'agit de la capacité d'un titre ou d'une information à « générer du clic » et donc des revenus publicitaires. Voir le podcast de son interview sur le site du *Focus-Vif* : « *NordPresse* : amour, gloire et bêtises », http://focus.levif.be/culture/multimedia/nordpresse-amour-gloire-et-betises/article-normal-551491.html.

** *The Economist*, 10 septembre 2016.

*** C'est en tout cas ce qu'affirme … ? : http://www.huffingtonpost.co.uk/tom-jeffery/britain-needs-more-democr_b_10699898.html. On peut toutefois noter que l'auteur Ralph Keyes avait déjà introduit l'expression « Post-truth era » dans un livre éponyme.

la politique (soit l'opinion publique) et les récits médiatiques sont devenus presque totalement déconnectés des politiques publiques (comprises comme le contenu de ce qui est légiféré) » (Roberts, 2010 ; traduction personnelle). Il est à remarquer que d'après Jennifer Hochschild, il s'agit moins d'un avènement que d'une résurgence de pratiques médiatiques des XVIII[e] et XIX[e] siècles (Hochschild, 2016).

Une telle conception rejoint par des chemins détournés le constat-prédiction que Jean Baudrillard énonçait il y a près de trente ans à propos de la réalité contemporaine comme simulacre (Baudrillard, 1981). À ceci près que la métaphore la plus adaptée pour qualifier la conception de Baudrillard était celle de la photocopieuse : à force d'être reproduits, retranscrits, *renarrés*, les faits racontés finissent par n'avoir plus de lien avec « la réalité telle qu'elle existe en elle-même ». À la base de ces récits éclatés, se trouvait encore une réalité factuelle commune que la transformation – notamment médiatique – finissait par obscurcir, mais qui n'en demeurait pas moins une source.

À l'heure du *post-truth politics*, c'est la métaphore darwinienne plutôt que celle de la photocopieuse qui s'avère adéquate : de multiples récits déconnectés ou pas des faits sont en concurrence et leur lien à une réalité factuelle établie n'est qu'un critère parmi de nombreux autres – et sans doute pas le principal – permettant de décider de leur survie et de leur diffusion.

Mais c'est non seulement en termes de diffusion, mais également de format que l'Internet et singulièrement les réseaux sociaux modifient l'élaboration de théories complotistes, en les rendant accessibles

presque immédiatement après la commission d'un fait. On se retrouve en l'occurrence face à ce que Bruno Latour qualifie de « révisionnisme instantané ». En témoigne la rapidité d'apparition d'un très grand nombre d'hypothèses alternatives au récit officiel suite aux attentats à *Charlie Hebdo* en janvier 2015[*]. Lesdites explications alternatives procèdent d'un schéma bien connu : la recherche partiale d'éléments de preuve susceptibles d'accréditer une thèse préexistante. Tout événement d'ampleur semble d'ailleurs désormais devoir se prêter à ce type d'analyse biaisée.

La question de confiance

De nombreuses enquêtes attestent de l'effondrement de la confiance dans les institutions, à tout le moins dans les pays industrialisés[**]. Les causes alléguées de ce déclin sont nombreuses et ce n'est pas le lieu de les étudier ici. Notons toutefois les liens économétriques ténus que les épidémiologistes Kate Wilkinson et Richard Pickett établissent entre niveau d'inégalités et niveau de confiance, dans leur plaidoyer pour une politique de réduction des inégalités économiques *The Spirit Level* (Wikinson et Pickett, 2009) : tout se passe comme si, à partir d'un certain seuil d'inégalités, c'était l'existence même d'un certain monde commun entre les différentes catégories sociales qui était menacé – un monde commun dans lequel peuvent se forger

* On doit toutefois à l'honnêteté de remarquer que ce bouillonnement post-Charlie paraît ne pas avoir été répliqué lors des attentats successifs de l'Hyper Casher, du 22 novembre (Bataclan, terrasses et Stade de France) ou de Bruxelles.

** Voir par exemple « Beyond Distrust : How Americans View Their Government », *Pew Research Center*, 2015.

non seulement une certaine idée de l'intérêt général, mais également des catégories communes d'appréhension du réel et des évidences partagées. La majeure partie de ce que nous croyons ou savons ne provient pas de notre expérience personnelle mais plutôt de la confiance que nous avons dans des « institutions productrices de savoir », comme l'école, l'université, les médias, la famille, etc.

Or c'est précisément sur la disparition de ce monde d'évidences partagées que peuvent prospérer les discours conspirationnistes. À cet égard, ce sont peut-être moins les filtres, les algorithmes et les bulles créées par Facebook qui sont à blâmer que, pour les plus jeunes générations au moins, l'écroulement de rendez-vous communs comme les journaux télévisés – qui constituait une espèce de socle commun d'évidences partagées. C'est dans l'émiettement et le fractionnement des informations que réside la difficulté à « faire société ».

On pourrait résumer les effets de cette évolution comme suit : dans un monde où la confiance dans les institutions est forte, elles n'ont pas besoin d'apporter la preuve de ce qu'elles affirment. Dans un monde où la confiance dans les institutions est faible, apporter les preuves de ce qu'elles avancent ne suffit même pas à rendre leurs propos crédibles.

Le retour de la propagande

La propagande d'État n'avait évidemment pas disparu avec la destruction du Mur de Berlin et

l'écroulement de l'Empire soviétique. Mais pendant plus d'une décennie, le terme « propagande » était devenue quasi synonyme de « propagande américaine ». Que ce soit pour dénoncer la couverture médiatique de la première ou de la seconde Guerre du Golfe, les frappes de l'Otan au Kosovo ou encore des manifestations altermondialistes de la fin des années '90 et du début des années 2000, les critiques des médias ont mis toute leur énergie et tout leur talent au service du démontage systématique de la production propagandistes et de ses relais médiatiques aveuglés de manière plus ou moins volontaire.

Ce terreau de critique – parfois radicale – des médias a suscité de nombreux et utiles anticorps qui ont enrayé la contagion culturelle d'une certaine philosophie de la fin de l'histoire teintée de néoconservatisme. Mais la médaille a son revers moins glorieux. Il serait évidemment erroné d'attribuer à la critique radicale des médias la responsabilité d'une hypothétique prolifération des discours complotistes, mais il paraît raisonnable d'avancer qu'elle leur a offert, sans en avoir l'intention, un terreau favorable. Sans renier la moindre utilité à ces « lanceurs d'alerte », il s'agirait peut-être de les inciter à multiplier les fronts et à intégrer dans leurs combats, non plus uniquement la critique du discours patronal/néolibéral/américain, mais également celle de la propagande poutinienne et de ses relais souvent méconnus dans les pays occidentaux[*]. Par « méconnaissance », il ne s'agit pas d'affirmer que

---

* Dans le cas de la France, voir l'excellent ouvrage de Cécile Vaissié (2016) sur les réseaux Poutine. De manière plus générale, sur le complotisme comme outil géopolitique du Kremlin, voir Yablokov (2015).

cette propagande n'est pas fréquemment dénoncée, mais de pointer le fait que la finesse et le détail de ses mécanismes est analysée avec nettement moins de profondeur que ceux de la propagande américaine et fait l'objet d'une vigilance et d'un intérêt moindres.

Tout se passe comme si, chez certains, le travail de démontage et de prévention de la propagande russe vaudrait soumission à l'impérialisme *yankee*, dans une logique binaire de camps qu'on aurait pu croire disparue avec les derniers gravillons du Mur de Berlin.

L'ironie veut que ce soient précisément ceux qui se font souvent les avocats les plus fervents d'un monde multipolaire débarrassé de l'hégémonie impériale américaine qui se montrent les plus incapables de comprendre que ce processus de multipolarisation est déjà largement en cours. De peur de voir leurs souhaits exaucés, ils analysent les événements mondiaux au prisme du rôle que peuvent y avoir joué les États-Unis, ou *a minima* en fonction d'une grille de lecture du type « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». On note au passage que ce type d'analyse a pour effet, sinon comme hypothèse de départ, de déposséder symboliquement les populations des pays concernés de toute autonomie politique. Ce type de dépossession a été particulièrement patent lors de l'irruption des « printemps arabes » en 2011, que de nombreux discours complotistes ont attribuée à d'énigmatiques machinations américaines.

Quoi qu'il en soit, le retour d'une « propagande anti-impériale » russe semble avoir pris tout le monde par surprise : les mécanismes de libre examen et d'hygiène intellectuelle élaborés en vue de résister à la

propagande étasunienne ont été complètement inopérants contre la propagande russe – qui n'a été que minoritairement interprétée comme telle. Nombre d'internautes s'abreuvent désormais aux informations de *Russia Today* ou de *Sputnik News* comme s'il s'agissait là de « sources comme les autres » – les plus informés protestant que « quitte à avaler la propagande américaine, autant avaler également celle des Russes pour faire contrepoids ou contrepoison ». Ce faisant, ils négligent d'interroger les modalités spécifiques de la production de l'information propres aux médias russes et aux médias américains, et dès lors les différences de traitement des faits qui leur sont propres. Sans parler de phénomènes aussi exotiques qu'improbables tels que les « usines à trolls » du Kremlin, dont le seul but est de « faire du bruit » et de donner l'impression que, pour reprendre la célèbre (mais mal traduite) devise de la série conspirationniste *X-Files*, la vérité est non seulement ailleurs, mais surtout, elle n'est plus nulle part.

La logique anti-impériale – entendue comme logique anti-impériale étasunienne – semble avoir fonctionné à plein dans de nombreux secteurs de la gauche et il y a fort à parier que des initiatives aussi bien intentionnées que l'établissement par la Commission européenne d'une task-force chargée d'assurer le suivi de la propagande russe ne soit disqualifiée aux yeux d'une grande partie de l'opinion en raison même de son commanditaire.

Or, ce retour relativement récent de la « propagande non américaine » rebat fondamentalement les cartes et les enjeux de la lutte contre le complotisme dans la mesure où il est susceptible de créer de nouvelles

alliances, de nouveaux dangers et de nouveaux effets politiques – à commencer par le dévoiement de la légitime critique des insuffisances de nos institutions insuffisamment démocratiques, au service d'intérêts et de puissances qui le sont encore moins. Le soutien explicite – voire, dans le cas du Front national français, financier – de Vladimir Poutine à tout ce que l'Union européenne présente comme forces et partis d'extrême droite en constitue un des signes les plus inquiétants.

Cette résurgence contraint également l'analyste du complotisme à revoir ses grilles de lecture à l'aune de cette nouvelle répartition géopolitique de la production de récits. La position séduisante de Mark Fenster (2008), qui interprète le complotisme comme un acte de résistance politique et une manière autonome de revivifier la fable de la nudité du roi dans un contexte de déclin de la société civile traditionnelle (encadrement par les corps intermédiaires classiques, les syndicats ou les mouvements politiques), paraît beaucoup plus difficilement tenable dès lors qu'une partie – difficile à quantifier – des récits complotistes ne relèvent plus de la production autochtone mais plutôt d'un agenda géopolitique caché. Mais nous devons bien évidemment approfondir notre connaissance du phénomène avant de tomber dans une théorie complotiste du complotisme, qui attribuerait la recrudescence supposée du phénomène complotiste au seul Kremlin et à son armée de trolls.

Chapitre V

Complotisme et racisme

Les liens entre complotisme et racisme sont loin d'être univoques : il existe des phénomènes racistes sans complotisme autant que des adhésions complotistes sans racisme, mais force est de reconnaître que le groupe censément à l'origine du complot (3e caractéristique de notre définition) a fréquemment été racisé. À l'inverse, certaines adhésions complotistes se retrouvent avec une fréquence plus élevée parmi des groupes racisés particuliers. C'est par exemple le cas des nombreuses théories élaborées dans les milieux afro-américains et entendant démontrer que le virus du Sida aurait été intentionnellement développé pour dépeupler l'Afrique. On s'appuiera ici sur deux études de cas visant à éclairer, ou au moins illustrer, les liens complexes entre complotisme et racisme : l'antisémitisme et l'islamophobie.

Antisémitisme

Il ne sera pas question ici d'ajouter du savoir aux nombreux volumes déjà publiés au sujet de l'étroitesse des liens entre la pensée conspirationniste et les différentes variantes d'antisémitisme, qui ont pu être

observées depuis des siècles. Mais on ne peut que qu'insister à nouveau sur la centralité de l'antisémitisme dans la pensée complotiste. De la mort du Christ au 11 septembre en passant par les crises financières ou les victoires du bolchévisme, il n'y a pas un événement majeur de l'histoire occidentale (devenue mondiale) qui n'ait pu être assigné à la responsabilité des Juifs. Il est d'ailleurs à noter que la connexion est double : si une partie substantielle du complotisme contemporain – et passé – possède un noyau antisémite, l'inverse est également vrai : l'antisémitisme s'appuie plus souvent qu'à son tour sur une vision complotiste du rôle des Juifs dans le cours des événements du monde. Or, ce caractère réciproque des liens entre racisme et complotisme s'observe à des degrés beaucoup moins importants dans le cas des formes de racisme ciblant d'autres groupes ethniques ou religieux. C'est notamment en cela qu'aucune étude du complotisme ne peut faire l'économie d'analyser ses liens avec l'antisémitisme.

Le complotisme antisémite constitue en outre un des produits d'exportation les plus étranges du monde occidental. Sa prégnance n'est en effet pas nécessairement liée à la présence effective d'une population juive sur un territoire donné. Le Japon en offre un cas tout à fait exemplaire (Goodman & Miyazawa, 2000, Kowner, 1997). Rappelons à cet égard qu'un des attentats les plus sanglants commis sur le sol israélien l'a été par l'Armée rouge japonaise (attentat de l'aéroport de Lod, du 30 mai 1972, qui fit 26 morts et 80 blessés) au nom du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Ce type de phénomènes se retrouve également dans plusieurs pays d'Europe orientale, quasiment dénués

de la présence juive depuis la Shoah et qui continuent pourtant à connaître des niveaux très élevés d'antisémitisme. Cette rémanence – dans le cas de l'Europe orientale – ou ce « déplacement », dans le cas de l'Armée rouge japonaise, a mené plusieurs chercheurs à évoquer l'existence d'un « antisémitisme sans Juifs » (Lendvai, 1972 et Hockenos, 1993).

Les quatre étapes du « complot juif »

L'étude du complotisme antisémite offre en outre un observatoire sans équivalent d'un des traits spécifiques de la logique complotiste : sa plasticité, son adaptabilité aux circonstances et sa capacité infinie à la réorganisation et au réagencement de quelques motifs et éléments narratifs de base[*]. Taguieff (2016) propose de distinguer quatre étapes dans le développement du mythe du complot juif. La première, présente dès l'Antiquité et jusqu'à l'époque médiévale se base sur l'idée d'une solidarité particulièrement forte des Juifs entre eux, allant de pair avec des allégations d'exclusivisme – qu'on retrouve entre autres chez Cicéron et Tacite. Ces caractéristiques forment le terreau sur lequel s s'élaboreront dès la moitié du XII[e] siècle les accusations de meurtres rituels d'enfants chrétiens. Beaucoup plus tardive, la deuxième étape se cristallise dans le courant

* Ce recyclage peut d'ailleurs s'alimenter de complots réels, ayant au moins été discutés, à défaut d'avoir été menés à bien. Bon nombre des théories explicatives « alternatives » concernant le 11 septembre s'appuient par exemple sur le Projet Northwoods qui a été proposé par des généraux à John Fitzgerald Kennedy. Il consistait à commettre une série d'attentats sur le sol américain et à les attribuer à Fidel Castro afin de justifier une intervention militaire américaine à Cuba. Élaboré par quelques généraux, il a immédiatement fait l'objet d'un véto de la part des décideurs politiques auxquels il avait été soumis à l'époque.

du XIXe siècle qui voit les Juifs accusés d'être inassimilables, de former un État dans l'État et de vouloir dominer le monde par la finance. De la fin du XIXe au milieu du XXe siècle, la figure du complot juif connaît sa troisième métamorphose : ce n'est plus des nations particulières que le Juif entendrait dominer, mais le monde entier, notamment via la propagation délétère d'un individualisme démocratique sapant les bases de la société. Avec la création de l'État d'Israël en 1948, le mythe connaîtra son dernier avatar…

On notera également la cruelle ironie qui fait du résultat d'un complot antisémite – la fabrication par les services secrets tsaristes du *Protocole des sages de Sion*, qui ne constitue qu'une resucée de l'œuvre de fiction qu'est le *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu* de Maurice Joly – un vecteur encore actuel de la haine des Juifs. Autre dimension tragiquement ironique que n'avait pas manqué de repérer Hannah Arendt dans *Les origines du totalitarisme* : cet étrange effet miroir qui fait que les nazis, qui ont commencé par la fiction de la conspiration, se soient plus ou moins consciemment modelés selon le mode de fonctionnement des *Sages de Sion* : c'est là une des caractéristiques du complotisme entendu comme « symptôme performatif » sur lequel je reviendrai en conclusion du présent ouvrage.

L'expression du révolutionnaire russe August Bebel qui, à la fin du XIXe siècle, voyait dans l'antisémitisme le « socialisme des imbéciles », a été répétée maintes fois. La suite en est cependant moins connue, mais pas moins éclairante pour comprendre en quoi cette demande paradoxale de socialisme (ou de démocratie)

que constituerait une certaine forme d'antisémitisme « populaire », se transforme immédiatement en son exact opposé. La manière dont Bebel décrit et dénonce les effets concrets de l'antisémitisme en termes de logique politique pourrait s'appliquer mot à mot à la pensée complotiste contemporaine qui « sous couvert de subversion simplifie le monde, installe de l'irrationnel dans la pensée, discrédite la critique sociale radicale et au bout du compte décourage toute action collective – à quoi bon agir, en effet, puisque "tout est joué d'avance" par les forces occultes ? » (Bebel, 1894).

Eurabia ***ou l'invasion planifiée***

Chaque musulman européen n'est pas seulement un musulman européen, c'est aussi et surtout l'agent d'un vaste projet d'islamisation de l'Europe visant à y imposer la Sharia et à transformer sa politique étrangère. L'arme des musulmans est celle du ventre des femmes et leur patience est infinie.

Tel est du moins le type de propos que relayent les centaines de sites consacrés à « Eurabia ». Si le terme est longtemps demeuré confiné dans quelques cercles restreints de l'extrême droite complotiste, il a connu en la personne d'Anders Behring Breivik un publiciste particulièrement efficace. L'instruction menée après les attentats qu'il a commis à Oslo en 2011 a en effet permis de révéler que Breivik avait longuement défendu et discuté la théorie Eurabia dans le « manifeste » de 1500 pages qu'il avait diffusé sur Internet peu de temps avant de commettre ses attentats : « 2083, une déclaration d'indépendance européenne ».

Si la plupart des – peu nombreux – articles académiques consacrés à cette théorie et à sa réfutation sont donc postérieurs à 2011, la théorie « Eurabia » était en revanche largement discutée depuis le milieu des années 2000 sur les sites, blogs et forums d'extrême droite.

La première formulation du concept remonte à la publication en 2005 du livre « Eurabia : The Euro-Arab Axis » – qui sera traduit en français dès l'année suivante, sous le titre de *Eurabia, l'axe euro-arabe*, par l'essayiste anglaise Bat Ye'or (nom de plume de Gisèle Littman-Oreb). Si c'est elle qui l'a popularisé, le terme « Eurabia » préexistait puisqu'il a d'abord servi d'acronyme pour le Comité européen de coordination des associations d'amitié avec le monde arabe. La thèse centrale de Bat Ye'or est celle d'une Europe en voie d'arabisation, du fait de la combinaison d'une immigration massive, des différentiels de taux de fécondité, mais aussi de la trahison des élites européennes et d'une stratégie interne à la communauté musulmane. Comme souvent en matière de théories du complot, la force du récit de Ye'or réside dans sa capacité à organiser des inquiétudes préexistantes éparses, à les lier et les organiser en une explication plus globale, susceptible de les rationaliser en les renforçant – et de les renforcer en les rationalisant. La thèse de Bat Ye'or cristallise en effet des inquiétudes plus anciennes – relatives aux flux migratoires, au multiculturalisme et au déclin de l'Europe et/ou de l'Occident – dans un récit à la fois plus cohérent et plus intentionnel.

D'après Bat Ye'or, il faut en effet considérer Eurabia comme un processus initialement centré sur une alliance

supposée entre les pays européens – France en tête – et arabes depuis la première crise pétrolière. À l'origine, il s'agit essentiellement d'une interprétation – certes contestable, et par ailleurs contestée (voir Saunders, 2012) – de l'évolution des relations géopolitiques. Des ingrédients complotistes y figurent toutefois dès l'origine : « Cette politique fut menée discrètement, en dehors des traités officiels, sous le nom bénin de Dialogue Euro-Arabe [...]. » « Cette stratégie dont le but était la création d'un ensemble méditerranéen Euro-Arabe, avec la libre circulation des personnes et des produits, a déterminé la politique d'immigration arabe dans la Communauté européenne. Elle a aussi fixé depuis 30 ans toute la politique culturelle dans les écoles et les universités de la Communauté. » (Ye'or, 2005).

De très nombreux auteurs (Bruce Bawer, Oriana Fallaci, Ayaan Hirsi Ali, Melanie Philllips, Daniel Pipes, Mark Steyn, entre autres) se sont emparés du terme – sinon de tous les éléments de la thèse proprement dite –, qui a été constamment « enrichi » pour y intégrer, par exemple, des motifs liés à la crainte du « grand remplacement ». Chacun projette alors à l'intérieur de ce cadre global son interprétation des rapports entre musulmans et non-musulmans en Europe. Le phénomène pose alors la question de la porosité entre « théorie du complot » et « pensée *mainstream* » : l'efficacité de la première est d'autant plus grande qu'elle s'appuie sur des interfaces, des craintes largement partagées bien au-delà des sphères complotistes, auxquelles elle donne un sens et une vision cohérente.

Mais, comme on le sait, cohérence et factualité n'ont que des rapports fort éloignés. Dans une des

dénonciations les plus vigoureuses et les plus argumentées d'Eurabia, Matt Carr (2006) écrit ainsi que « Ce qui a commencé comme une théorie conspirationniste farfelue est devenu un dangereux mythe islamophobe ». Et d'énoncer la longue liste d'invraisemblances auxquelles il est nécessaire d'adhérer pour donner foi à ce « mythe » : « Pour accepter la thèse ridicule de Bat Ye'or, il est nécessaire de croire non seulement dans l'existence d'un complot musulman concerté, qui impliquerait tous les États arabes, islamistes ou non, visant à soumettre l'Europe, mais aussi assigner à une entité parlementaire secrète et non élue, la capacité formidable de transformer toutes les plus grandes institutions politiques, économiques et culturelles d'Europe en d'obéissants instruments du "djihad" – sans qu'aucun organe de presse ou assemblée parlementaire du continent n'en soit conscient. Jamais dans son interprétation idéologique des relations euro-arabes, Bat Ye'or n'apporte le moindre début de preuve de l'histoire secrète qu'elle prétend dévoiler ». (Carr, 2006 ; traduction personnelle). Simon Kuper décrit, lui, *Eurabia*, comme une espèce de version inversée des *Protocoles des sages de Sion* et déplore que « bien que ridicule, Eurabia est devenue la mère spirituelle d'un genre nouveau » (Kuper 2007. Traduction personnelle).

Le succès par déformation et réélaboration de la théorie d'Eurabia offre un cas d'étude intéressant. Bien que vigoureusement réfutée par des auteurs pourtant très critiques à l'égard de la visibilité de l'islam en Europe (comme, par exemple, Caroline Fourest), elle n'en constitue pas moins une espèce de *background* idéologique alimentant de nombreuses couvertures

de journaux, qui la mettent en évidence, ne fût-ce que pour la réfuter, et lui donner un vernis, sinon de respectabilité, au moins de « discutabilité » auquel ne semble pouvoir prétendre aucune autre théorie du complot contemporaine. On notera par exemple ce rapport ambigu dans la manière dont le très influent hebdomadaire anglais *The Economist* (22 avril 2006) a traité le sujet en lui offrant une de ses couvertures – pour, certes, mieux en balayer la pertinence dans les pages intérieures du dossier qu'il lui consacrait.

Conclusion : le complotisme comme symptôme

En filant prudemment la métaphore médicale, la question de la pertinence des réponses au développement actuel des théories du complot peut se ramener à celle de savoir si les théories du complot doivent être envisagées comme symptôme ou comme maladie. Si elles sont simplement le symptôme d'un dysfonctionnement démocratique plus global, constitué d'un mélange de sentiment d'impuissance, de défiance – légitime ou pas – envers les institutions et de marchandisation du savoir, rien ne sert de s'attaquer uniquement à ce symptôme. Quand bien même cette lutte serait efficace, elle n'affecterait en rien son étiologie et priverait les sociétés du rôle primordial du symptôme, qui est celui d'avertir et de signaler.

Si cette vision du complotisme comme pur symptôme possède de nombreux arguments en sa faveur, elle s'avère toutefois insuffisante à appréhender toutes les dimensions du phénomène et notamment son caractère performatif : les théories du complot ne sont pas uniquement les symptômes apparents de facteurs plus profonds, mais également des facteurs déterminant le passage à l'acte – notamment violent –, en particulier

en matière de tensions interethniques (Terry Ann, 2006). C'est donc indissolublement comme cause et comme conséquence, comme symptôme et comme maladie, qu'il s'agit de considérer les théories du complot.

La détermination du caractère symptomatique ou pathologique du complotisme n'est pas d'ordre purement sémantique – si importantes que puissent être les questions de cette nature. La réponse qu'on décidera d'y apporter a en effet des implications très concrètes en matière de modalités de « lutte contre le complotisme ». Or, cette lutte est en passe de devenir une politique publique en tant que telle, avec ses appels à projets, ses cellules administratives, ses experts, ses outils pédagogiques et ses consultants. À titre d'exemple et de prémisse, on peut citer la journée d'études « Réagir face aux théories du complot » organisée par la ministre française de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem en février 2016[*]. L'idée même de constituer le complotisme en objet de politiques spécifiques, comme objet isolable passible d'un traitement en tant que tel, nie la dualité symptomatique/pathologique du complot pour n'en garder que le second volet.

Or, si le complotisme se laisse autant appréhender comme symptôme que comme maladie, choisir de s'y attaquer sans lutter de manière tout aussi prioritaire contre les facteurs sous-jacents qui le favorisent revient à vouloir écoper l'océan à la petite cuiller – ou plus précisément à soigner la fièvre par l'imposition de glaçons – et à obtenir, au mieux, un déplacement

---

* Le programme complet de la journée est disponible sur : http://www.education.gouv.fr/cid98418/journee-d-etude-reagir-face-aux-theories-du-complot.html#Programme. Voir également la démolition en règle par Loïc Nicolas du discours tenu par la ministre à cette occasion (2016).

du problème vers des domaines moins investis par la puissance publique, et au pire un « *backfire effect* ». La thèse défendue est donc celle-ci : la plus efficace des politiques de lutte contre le complotisme ne se mènera pas principalement dans le champ de l'éducation aux médias ou de la « contre-propagande », mais dans celui de la politique étrangère, de la politique commerciale – la mobilisation wallonne contre le Ceta en 2016 est exemplaire à cet égard –, de la politique fiscale, économique et sociale, et de la lutte contre les discriminations, etc. Le programme est évidemment vaste et ne s'ajuste pas aux compétences politiques des pouvoirs publics confrontés à une hypothétique recrudescence du phénomène complotiste. Tenus de répondre à une demande sociale – émanant notamment des enseignants et des travailleurs sociaux – liée à la perception d'une recrudescence du discours complotiste, les ministres des Affaires sociales ou de l'Éducation ne peuvent se contenter de renvoyer la balle. Ils doivent dès lors s'assurer que les acteurs qui en font la demande puissent disposer d'outils adéquats pour prendre en charge le discours complotiste.

Mais se contenter d'une réponse aussi ponctuelle reviendrait à méconnaître la nature également symptomatique du phénomène et dès lors à observer l'inutilité des efforts concrètement déployés pour le combattre.

Il y aurait en ce sens un « devenir cohésion sociale » de la lutte contre le complotisme. Par cette expression, j'entends désigner le fait que de nombreux pays européens ont mis en place au cours des années 1990 des politiques spécifiques de « cohésion sociale » (ou de « vivre ensemble ») alors qu'on est fondé à penser

que la cohésion sociale ne devrait pas tant constituer un secteur d'activités de la puissance publique que le résultat final de toutes les autres. Le fait de désigner la cohésion sociale comme une politique publique parmi d'autres constitue en quelque sorte l'entérinement par les autorités publiques elles-mêmes de l'échec de toutes leurs autres politiques.

À cette aune, la politique de lutte contre le complotisme constitue peut-être le symptôme de – plutôt que le remède à – l'incapacité à enrayer le processus de désenchantement démocratique et de désaffection électorale dont souffrent nos sociétés. La cristallisation de l'objet « complotisme » pour désigner des croyances très hétérogènes – dont un des rares points communs semble d'être soudainement devenues un enjeu de politiques publiques – constitue elle aussi le symptôme d'une panne du projet démocratique et d'émancipation.

Cas d'école 1

Une typologie de l'ennemi

Parmi les nombreuses typologies de théories du complot, celles développées par Jesse Walker (2013) a l'intérêt de la finesse, de l'élégance et de l'exhaustivité. Comme toute typologie, elle n'a pas nécessairement de valeur explicative mais offre une possibilité de cartographier ce qui, sans cette aide, s'apparenterait à la jungle impénétrable et indistincte du complotisme. La typologie s'appuie sur quatre types de figures de « l'ennemi » et de rapport à la majorité :

- « L'ennemi extérieur » se base sur des archétypes diaboliques de personnages agissant en dehors de la communauté ou de la nation et complotant activement contre eux.
- « L'ennemi intérieur » se dissimule au contraire au cœur même de la nation, sans que rien ne permette de le distinguer du citoyen ordinaire.
- « L'ennemi du dessus » est constitué de ces groupes de puissants (l'élite, l'*establishment*, etc.) qui manipulent le système – les médias,

les discours, la culture… – dans leur propre intérêt.

- « L'ennemi du dessous » ne constitue rien d'autre qu'une réactivation du stéréotype des « classes dangereuses » dont la révolte serait susceptible de subvertir l'ordre social et de renverser le « cours normal des choses ».

Il va de soi que ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives et que leur confusion potentielle constitue un ingrédient puissant de la logique complotistes. Ainsi, dans une Allemagne traumatisée par la défaite de la Première Guerre mondiale, la figure du Juif réussissait l'exploit d'incarner à peu près chacune de ces catégories : l'ennemi extérieur via la figure du révolutionnaire bolchévique ; l'ennemi intérieur qu'était le juif libéral assimilé et d'autant plus menaçant qu'il était apparemment indistinct ; l'ennemi du dessus condensé dans la figure des banquiers fauteurs, ou à tout le moins profiteurs, de guerre ; et enfin l'ennemi du dessous que représentaient parfaitement les émigrés en provenance directe des *shtetl* russes ou polonais. À cet égard, Boltanski note qu'« on ne peut pas ne pas être frappé par les similitudes entre la façon dont la littérature européenne présente la figure du « juif », à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle, et la façon dont la littérature islamophobe construit de nos jours l'image de "l'Arabe" vivant en Europe. Dans les deux cas,

une population est stigmatisée non seulement en tant qu'elle est supposée être étrangère aux "cultures" et aux "valeurs nationales", mais aussi en tant qu'elle est censée incarner à la fois une richesse scandaleuse (les "rois du pétrole" prenant la place de la "haute finance juive"), une pauvreté répugnante (les "ghettos" d'un côté, les "banlieues" de l'autre) et un danger politique majeur (l'"islamisme" se substituant à l'anarchisme et au communisme). » (Boltanski, 2012)

Cas d'école 2

Quand c'est le président qui est complotiste

Le 3 mai 2013, un article du *Monde* rapportait sur un ton alarmiste les conclusions d'une recherche menée par le think-tank Demos, selon laquelle près d'un Français sur deux adhérait aux théories complotistes*. Pour preuve, indiquait Demos, c'est cette même proportion qui déclarait trouver vraie l'assertion selon laquelle : « En France, ce n'est pas le gouvernement qui gouverne ».

Le hasard – ou pas – a voulu que ce rapport soit diffusé quelques mois après le meeting de François Hollande au Bourget, le 22 janvier 2011. Celui qui n'était alors que candidat au premier tour des élections présidentielles françaises, chahuté sur sa gauche par le succès – dans les sondages, au moins – de la candidature

* Le rapport de Demos n'est plus disponible en ligne mais l'article du *Monde* qui y faisait référence est toujours consultable : Jonathan Parienté, « La moitié des Français croient aux théories du complot », *Le Monde*, 3 mai 2013. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/05/03/la-moitie-des-francais-croient-aux-theories-du-complot_3170348_3224.html

de Jean-Luc Mélenchon, y prononce un discours plus radical qu'à l'habitude, dont la suite a montré qu'il était dicté par des impératifs de positionnement électoral plutôt que par une volonté de mettre en place une politique publique particulière.

Quelle que soit la suite de son action, voici les mots que prononça le candidat Hollande le 22 janvier 2011 : « Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des États. Cette emprise est devenue un empire ».

L'assertion selon laquelle la finance gouverne sans être élue aurait suffi quelques années plus tard à qualifier le « candidat normal » de complotiste… Cet exemple, presque pris au hasard parmi des dizaines d'instances possibles, montre bien en quoi l'appréhension du phénomène complotiste s'avère délicate dès lors qu'on veut quitter le terrain des lieux communs selon lesquels « le complotisme est

évidemment en augmentation ». C'est que la définition même du phénomène constitue une tâche à peu près aussi nécessaire qu'impossible. Nécessité et impossibilité qui se répercutent sur la mission tout aussi ardue de quantifier la prégnance sociale du phénomène et l'évolution de celle-ci.

Index

Achevé d'imprimer en décembre 2020